



PLAN DE TRAVAIL CONJOINT ET CADRE BUDGÉTAIRE COMMUN UNDAF 2017-2018

Système des Nations Unies au Burundi

BURUNDI



PLAN DE TRAVAIL CONJOINT ET CADRE BUDGÉTAIRE COMMUN

UNDAF 2017-2018

Systeme des Nations Unies au Burundi

BURUNDI

1. Introduction

1.1 Mise en œuvre des recommandations de la revue à mi-parcours de l'UNDAF 2012-2016

De juillet à décembre 2015, l'UNCT a produit, en étroite collaboration avec le gouvernement, un rapport revue à mi-parcours de l'UNDAF 2012-2016. La revue à mi-parcours confirme la pertinence continue des trois axes stratégiques de l'UNDAF et identifie des progrès significatifs au titre de chacun des résultats de l'UNDAF. Afin d'assurer la réalisation de tous les résultats et de renforcer encore le système de suivi et d'évaluation de l'UNDAF, la revue à mi-parcours formule un certain nombre de recommandations concernant l'amélioration de la cohérence des chaînes de résultats de l'UNDAF, aussi que la formulation des produits UNDAF, et la qualité des indicateurs au niveau des effets et des produits. Une attention particulière est accordée à la disponibilité de données de base de qualité pour les indicateurs et les cibles - en particulier au niveau des huit effets stratégiques de l'UNDAF. La disponibilité complète de données de base pour tous les indicateurs des huit effets UNDAF sera essentielle pour que l'Équipe de pays des Nations Unies puisse fournir de preuves pour sa contribution collective et efficace aux objectifs nationaux et internationaux de développement à la fin du cycle de l'UNDAF en 2018.

Au-delà de la confirmation de la pertinence stratégique de l'UNDAF pour la période 2012-2016 et de la formulation de recommandations techniques sur les matrices de résultats et de S&E de l'UNDAF, la revue à mi-parcours souligne la nécessité d'investir davantage dans les partenariats et la mobilisation de ressources pour atteindre les résultats prévus de l'UNDAF, et de renforcer les efforts conjoints de plaidoyer et de communication des Nations Unies pour mieux promouvoir des thèmes et des réussites programmatiques de l'UNDAF. La revue à mi-parcours recommande également un engagement programmatique accru dans un certain nombre de domaines, en mettant davantage l'accent sur les droits de l'homme et la consolidation de la paix, la décentralisation, le développement communautaire et la résilience, ainsi que l'adaptation au changement climatique. Enfin, la revue à mi-parcours fait des recommandations pour assurer le fonctionnement efficace de la structure de gouvernance de l'UNDAF et son lien étroit avec l'architecture nationale de coordination de l'aide.

Le caractère compréhensif des recommandations de la revue à mi-parcours de l'UNDAF a donné à l'UNCT des informations et des idées importantes pour un repositionnement stratégique du Système des Nations Unies dans le contexte actuel du pays et pour mieux identifier les priorités de programmation au-delà de 2016.

1.2 Plan de travail conjoint UNDAF 2017-2018: Transition vers un nouveau plan-cadre des Nations Unies pour l'aide au développement

La revue à mi-parcours de l'UNDAF 2012-2016 a confirmé sa pertinence stratégique continue en tant qu'instrument de programmation clé du processus «Unis dans l'action» au Burundi. Ses priorités et son cycle de programmation découlent directement du CSLP-II qui est solidement ancré dans la Vision Burundi 2025.

Lors de la retraite de planification de l'UNCT en mars 2016 et d'une réunion ultérieure du Comité de Pilotage conjoint ONU/Gouvernement qui a eu lieu en mai 2016 pour valider le rapport de la revue à mi-parcours de l'UNDAF 2012-2016, l'UNDAF n'a pas seulement été confirmé comme le cadre principal des activités de développement de l'ONU, mais comme l'unique accord stratégique et compréhensif entre l'ONU et le gouvernement pour toutes les activités soutenues par la famille des Nations Unies au Burundi. À ce titre, l'UNDAF doit inclure les activités programmatiques de tous les organismes des Nations Unies dans les domaines du développement, de l'aide humanitaire, des droits de l'homme et de la consolidation de la paix. En reflétant toutes les activités du système des Nations Unies dans un seul document, l'UNDAF ne devrait pas seulement appuyer la planification stratégique et la redevabilité pour les résultats, mais aussi servir d'outil important de communication et de mobilisation des ressources en mettant en évidence la valeur ajoutée du travail collectif des Nations Unies.

Compte tenu de l'extension du CSLP-II au-delà de 2016 et de la pertinence continue de ses axes et objectifs stratégiques, le Comité de Pilotage dans sa réunion en mai 2016 a convenu de prolonger la durée de l'UNDAF pour rester aligné sur le cycle national de planification du développement. Plus concrètement, une décision a été prise d'étendre l'UNDAF actuel au moyen de plan de travail conjoint pour la période 2017-2018. Il a en outre été décidé d'élaborer ce plan de travail conjoint sur la base des trois axes et huit effets actuels de l'UNDAF 2012-2016 qui provient directement du CSLP-II. Parallèlement, il a été convenu que les agences des Nations Unies devraient procéder à des ajustements au niveau des produits et des activités clés dans le plan de travail conjoint UNDAF 2017-2018 pour prendre efficacement en compte des changements et nouveaux défis dans le contexte du pays et pour refléter les notes nouvelles d'orientation globales de l'UNDAF. Étant donné que les composantes stratégiques, les trois axes et les huit effets de l'UNDAF 2012-2016 restent valables jusqu'à la fin de 2018, le UNDG au niveau régional a confirmé que le plan de travail conjoint UNDAF 2017-2018 constitue une extension de l'UNDAF 2012-2016 et ne nécessite pas de nouvel accord officiel ou la signature par le

gouvernement.

Sur cette base, l'extension de l'UNDAF jusqu'à la fin de 2018 est considérée comme une période de transition ouvrant la voie à un nouveau UNDAF fondé sur un nouveau plan national qui doit succéder au CSLP-II. Pour assurer une transition efficace et préparer les fondements stratégiques et opérationnels du prochain UNDAF, le Comité de Pilotage conjoint de l'UNDAF, coprésidé par le Coordonnateur Résident du Système Nations Unies et le Directeur Général des Organisations internationales du Ministère des Relations Extérieures et de la coopération internationale, a décidé - dans sa réunion de Mai 2016 - d'utiliser la période d'extension de l'UNDAF pour: 1) Aborder la situation actuelle du pays en concentrant le plaidoyer et le soutien programmatique des Nations Unies, y compris les efforts de mobilisation des ressources, sur les défis et les besoins les plus pressants de la population; 2) Collaborer étroitement avec le gouvernement et d'autres partenaires nationaux et internationaux sur la planification stratégique à long terme pour le Burundi, en considérant les plans régionaux et les accords globales, particulièrement l'Agenda 2030 et les ODD, et 3) Promouvoir l'opérationnalisation de l'approche «Unis dans l'action» au Burundi dans le but de renforcer le rôle et la pertinence du Système des Nations Unies en tant que partenaire principal du Gouvernement burundais.

1) Répondre aux défis et besoins les plus pressants de la population

En ce qui concerne l'accord du Comité de Pilotage conjoint de l'UNDAF d'accroître les efforts programmatiques des Nations Unies pour répondre aux défis et besoins les plus pressants de la population, des consultations entre l'Équipe de pays des Nations Unies et d'autres partenaires multilatéraux, en novembre 2016 à Genève, ont mis l'accent sur la situation socio-économique et la consolidation de la paix au Burundi. Ces consultations ont permis de comparer les évaluations macroéconomiques, d'échanger les réponses actuelles aux défis socio-économiques et de discuter des moyens d'accroître leur efficacité et de renforcer la cohérence entre les différentes interventions. Il a été conclu que le Burundi connaît une grave crise macroéconomique avec de profondes répercussions sur la prestation de services de base, y compris la santé et l'éducation, ainsi que sur les moyens de subsistance agricoles pour un nombre important et croissant de la population. En conséquence, il a été décidé que, dans la situation actuelle du pays, les Nations Unies et les autres partenaires au développement devraient concentrer leurs efforts programmatiques pour répondre aux besoins immédiats de la population dans les domaines de l'éducation, de la santé, de l'agriculture et de la sécurité alimentaire. Des solutions durables pour les réfugiés et les déplacés internes ont été recommandées comme une autre priorité programmatique, ainsi que des efforts renouvelés pour renforcer la consolidation de la paix en tant que thème transversal.

2) Appui à la planification stratégique à long terme et à la réalisation des ODD

La deuxième recommandation du Comité de Pilotage UNDAF – de travailler en étroite collaboration avec le gouvernement et d'autres partenaires nationaux et internationaux sur la planification stratégique à long terme et, particulièrement, sur la mise en œuvre de l'Agenda 2030 et des ODD – dépend dans une large mesure de la situation sociopolitique et sécuritaire du pays, aussi que du fonctionnement normal de l'Administration Publique comme conditions préalables à la poursuite de la vision de l'Agenda 2030 pour le développement durable ainsi que d'autres obligations internationales récentes sur le changement climatique, la réduction des risques de catastrophe, le financement du développement, etc..

L'Équipe de pays des Nations Unies a adopté les dernières orientations et principes de programmation de l'UNDG qui établissent des liens étroits avec l'Agenda 2030 grâce à une planification stratégique intégrée qui réunit les domaines du développement, de l'aide humanitaire, des droits de l'homme, de la sécurité et de la consolidation de la paix. Plus précisément, les notes nouvelles d'orientation globales

de l'UNDAF introduisent quatre principes de programmation clés pour l'élaboration des plans de travail conjoints UNDAF 2017-2018, à savoir 1) les droits de l'homme et le genre, 2) le développement durable et la résilience, 3) «ne laissant personne derrière», et 4) la redevabilité.

La réalisation efficace des quatre principes de programmation, en particulier les droits de l'homme, le genre, «ne laissant personne derrière» et la redevabilité, dépend dans une large mesure de la disponibilité et de l'accessibilité des données de qualité désagrégées. En reconnaissant l'importance des données, l'Équipe de pays des Nations Unies a déjà confirmé son engagement à assurer des données de qualité et à renforcer le plaidoyer et la programmation fondés sur les faits pendant la période de transition 2017-2018. Cela permettra, à son tour, d'appuyer la réalisation efficace des ODD, un suivi et un rapport complet des résultats de l'UNDAF. En appuyant la vision, les principes et les thèmes transversaux de l'Agenda 2030, les huit effets de l'UNDAF, qui constituent la base des plans de travail conjoints UNDAF 2017-2018, ont des liens programmatiques directs avec plus de 70 % des ODD. Plus précisément, le Plan de travail conjoint UNDAF 2017-2018 comprend des activités de programme visant à réaliser les ODDs 1-8, 10, 12, 13 et 16. Compte



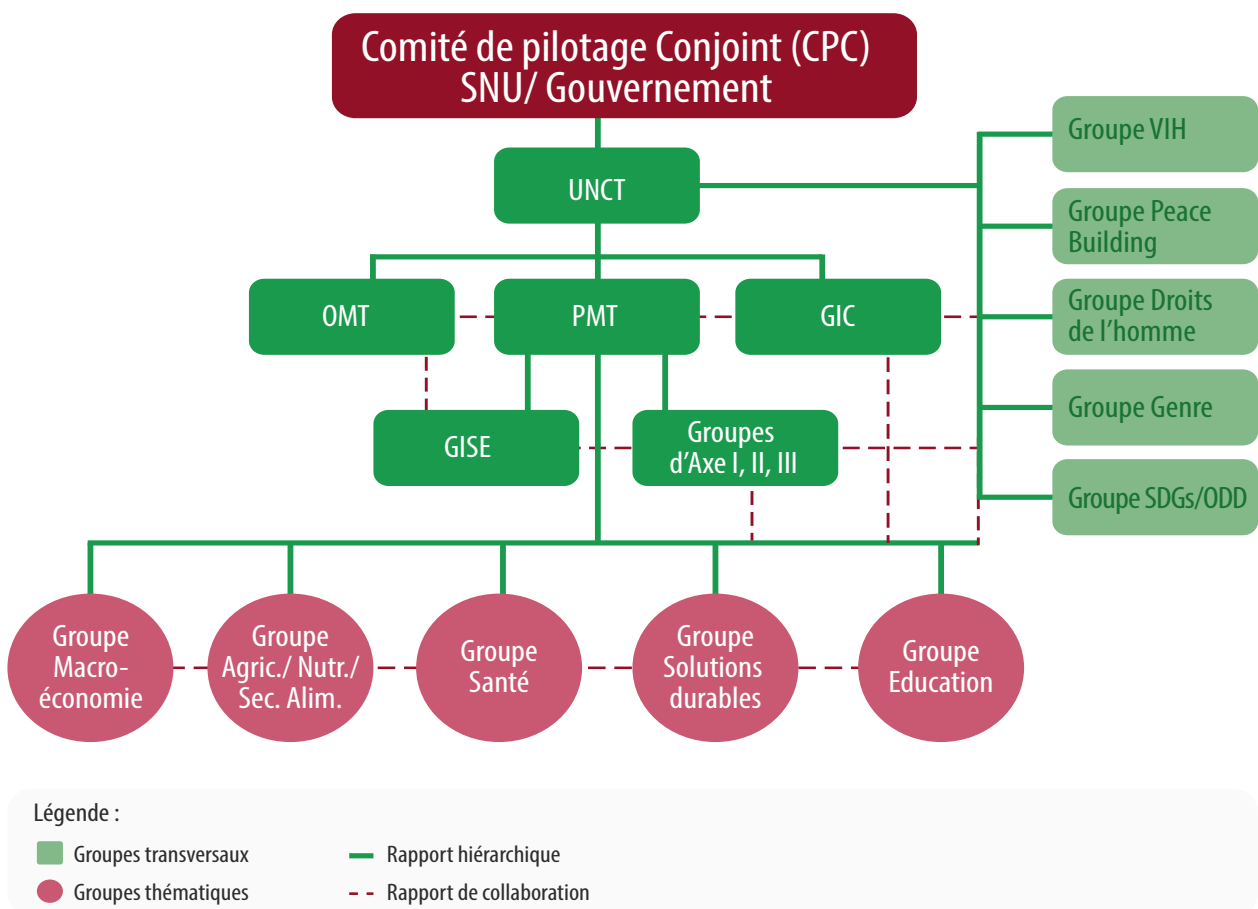
tenu des défis de développement importants du pays et du rôle de des Nations Unies pour appuyer la formulation du prochain plan national de développement (plan successeur du CSLP II), l'Équipe de pays des Nations Unies pourrait aussi envisager de promouvoir l'ODD 9 (Industrie, Innovation et Infrastructure), l'ODD 11 (Villes et Communautés Durables) et l'ODD 15 (Vie sur Terre/Biodiversité). L'accent particulier de l'Agenda 2030 aux questions du changement climatique devrait justifier un soutien accru de l'Équipe de pays à l'ODD 13 (Mesures contre les Changements Climatiques) tout en maintenant un focus programmatique aux autres priorités de l'Agenda 2030, y compris la réalisation de l'égalité entre les sexes et «ne laissant personne derrière».

3) Promouvoir l'opérationnalisation de l'approche «Unies dans l'Action»

En ce qui concerne la troisième recommandation du Comité de Pilotage UNDAF – de promouvoir l'opérationnalisation de l'approche «Unies dans l'Action» au Burundi - l'UNCT a saisi l'occasion de l'extension de l'UNDAF à la fin de 2018 pour réviser la structure de gouvernance actuelle de l'approche «Unies dans l'Action» ainsi que les rôles et fonctions spécifiques de chacun de ses mécanismes dans les domaines de la programmation, du financement, des opérations et des communications. En utilisant les «Standard Operating Procedures» (SOPs) de l'UNDAF, la structure globale révisée de l'approche «Unies dans l'Action» pour le Burundi se présente comme suit :

Figure 1 :

Mécanismes de l'approche «Unies dans l'action» au Burundi



La structure de gouvernance révisée reconnaît le caractère transitoire de l'extension de l'UNDAF 2017-2018 en maintenant les trois Groupes d'axes de l'UNDAF existant - qui réfléchissent sur des orientations UNDAF dépassées, tout en permettant, en même temps, aux agences des Nations Unies d'utiliser un certain nombre de nouvelles groupes thématiques inter-agences pour collaborer de manière plus ciblée sur des thèmes et des questions que l'UNCT a identifiés comme des priorités clés dans la situation actuelle du pays. Une fois que le prochain UNDAF est élaboré, avec des nouvelles priorités programmatiques et résultats stratégiques, l'UNCT devrait être en mesure de remplacer les trois Groupes d'axes de l'UNDAF avec les Groupes thématiques des Nations Unies pour constituer un ensemble efficace de «Groupes de Résultats» comme le recommandent les SOP de l'approche «Unies dans l'Action». En outre, la structure révisée met davantage l'accent sur les questions transversales en confirmant quatre groupes transversaux (VIH/SIDA, consolidation de la paix, droits de l'homme, genre et ODD) qui rendent compte directement à l'UNCT et soutiennent aussi le travail programmatique des agences dans le cadre de l'UNDAF.

Pour assurer une gestion efficace de toutes les activités programmatiques dans le cadre de l'UNDAF, la nouvelle structure confère à l'Équipe de gestion du programme (PMT) le leadership technique global et l'assurance de la qualité pour tous le processus UNDAF, y compris les programmes conjoints.

Dans l'exercice de ses fonctions, le PMT rend compte directement au UNCT. Le PMT supervise le travail des trois Groupes d'Axes de l'UNDAF, qui ont la responsabilité principale d'élaborer l'UNDAF et de compiler régulièrement des rapports sur sa mise en oeuvre. Les Groupes thématiques des Nations Unies - qui correspondent aux priorités de programmation confirmées lors des récentes consultations de Genève (voir ci-dessus) - et les quatre Groupes transversaux dont on vient de mentionner fournissent des conseils et des contributions substantielles aux travaux des Groupes d'Axes de l'UNDAF et, spécifiquement, à l'identification des programmes conjoints. Le Groupe de suivi et évaluation des Nations Unies (GISE), qui est directement supervisé par le PMT, fournit des conseils techniques aux trois Groupes d'Axes de l'UNDAF, en contribuant à l'établissement d'un standard de qualité technique minimal et cohérent des résultats et des indicateurs de l'UNDAF (voir l'Annexe 2 pour les TdR GISE complets).

Enfin, la structure de gouvernance révisée de l'approche «Unies dans l'Action» renforce la mise en oeuvre efficace et la réalisation des résultats de l'UNDAF en permettant une collaboration plus étroite et un soutien mutuel continu entre les différentes dimensions de l'approche «Unies dans l'Action», à savoir la programmation, les opérations, les finances et la communication. Chaque mécanisme de l'approche «Unies dans l'Action» est directement lié aux mécanismes des autres dimensions permettant ainsi une collaboration synergique et complémentaire sur le spectre entier de l'approche «Unies dans l'Action».



2. Matrice des résultats et cadre budgétaire commun

Axe 1 :

Renforcement de l'état de droit, consolidation de la bonne gouvernance et promotion de l'égalité du genre

1 Page de garde

Pays :	Burundi
Axe de l'UNDAF :	Renforcement de l'état de droit, consolidation de la bonne gouvernance et promotion de l'égalité du genre
Effets correspondants à l'Axe : (Les effets sont les mêmes que les effets de l'UNDAF et doivent être reproduits à l'identique à partir de la matrice de l'UNDAF au sein de ce modèle)	<p>Effet 1 : Les systèmes judiciaire et sécuritaire ainsi que les institutions de protection des droits de la personne humaine, de lutte contre l'impunité et de promotion de la réconciliation nationale sont performants (y compris l'indépendance du système judiciaire) et sensibles au genre et au VIH.</p> <p>Effet 2 : À l'horizon 2018, des institutions publiques assurent une gestion efficace de l'Etat avec un système électoral transparent, un espace politique inclusif et une participation citoyenne effective dans le respect de l'égalité du genre.</p>
Présidence du groupe :	PNUD, Lead OHCDH, Co-lead
Membres du groupe (agences Nations Unies participantes) :	PNUD, OHCDH, ONUFEMMES, UNESCO, UNFPA, OSASG, UNICEF
Durée du plan de travail :	2017-2018

SYNTHÈSE

Liens avec l'agenda global pour le développement et d'autres traités et conventions internationales

Cet axe s'inscrit dans le cadre de la résolution A / 55 / L.2 du Millénaire et plus particulièrement les sections V et VI respectivement relatives aux Droits de l'homme, démocratie et bonne gouvernance et à la protection des groupes vulnérables. Cet axe traduit également en programme concret l'Objectif de Développement Durable 16 (ODD 16) consacré à la paix, la justice et l'efficacité des institutions.

Liens vers les priorités nationales

Conformément à la Vision Burundi 2025 et les priorités du CSLP II, la vision stratégique par rapport à cet axe est : «Le Burundi est, à l'horizon 2025, une nation paisible et réconciliée, un état de droit et une démocratie stable caractérisée par l'équité de genre, un cadre légal et un système judiciaire conformes aux standards internationaux et performants, un espace politique ouvert et inclusif et une participation citoyenne équitable et dynamique avec des institutions et une administration publique performantes conduites par un leadership visionnaire, intègre et orienté vers les résultats».

Au niveau national, cet axe s'aligne sur le premier objectif et le Pilier 1 de la Vision Burundi 2025 consacrés à l'instauration de la bonne gouvernance dans un Etat de Droit ainsi que le renforcement des capacités de l'Etat. Il s'aligne également sur l'axe 1 du CSLP II relatif au renforcement de l'Etat de droit, consolidation de la bonne gouvernance et promotion de l'Egalité du genre.

Au cours de deux prochaines années 2017-2018, le Système des Nations Unies voudrait à travers cet axe, renforcer le processus de consolidation de la paix à même d'offrir aux citoyens burundais des garanties de paix, de justice, d'équité et de démocratie. Ce choix stratégique est guidé par le contexte sécuritaire fortement influencé par la crise postélectorale de 2015. Ainsi, il s'agira également de mettre un accent particulier sur l'implication et le rôle des femmes comme piliers majeurs dans la recherche d'une paix durable et le renforcement de l'Etat. Cet appui consistera de manière spécifique à garantir aux citoyens la jouissance des droits fondamentaux y compris les droits de femmes et des enfants.

Les principaux bénéficiaires sous cet axe sont les groupes les plus vulnérables où figurent les pauvres, les femmes, les enfants et les jeunes, les migrants, les réfugiés et les déplacés. Ceci s'inscrit dans la logique du Forum Politique de Haut-Niveau sur le développement durable réuni sous les auspices de l'ECOSOC à New York du 11 au 20 juillet 2016, et dans le gage des Etats membres de «leaving no one behind and reaching the furthest behind first». De manière spécifique il s'agira de cibler les populations les plus vulnérables en ce qui concerne la jouissance de leurs droits fondamentaux.

Avantages et capacités comparatifs des Nations Unies

Les activités sous cet axe seront mises en œuvre par six agences des Nations Unies qui ont une expertise qui couvre l'ensemble du domaine de la promotion de la bonne gouvernance, l'Etat de Droit, la consolidation de la paix et la promotion du genre. Ces agences accompagnent le Burundi dans ses différents programmes de développement et ont une parfaite maîtrise des défis auxquels est confronté le pays. Sous cet angle, en Novembre 2016 les agences du Système des Nations Unies et autres partenaires multilatéraux du développement ont organisé des consultations à Genève pour faire un diagnostic global du contexte socio-économique du Burundi et cibler des domaines prioritaires dont notamment les solutions durables dans lesquelles font partie la bonne gouvernance et l'Etat de droit, et la consolidation de la paix comme thème transversal. De manière particulière, le Système des Nations Unies, depuis les années 70, apporte son assistance et son expertise au gouvernement burundais dans la lutte contre la pauvreté, le renforcement des capacités institutionnelles et humaines, et le transfert des technologies, le tout en faveur d'une meilleure gouvernance. En appuyant le processus de dialogue national, le Système des Nations Unies a également accompagné le pays dans le cheminement d'une consolidation de la paix, en œuvrant pour la promotion du genre et le développement durable. Aussi, l'Équipe de pays des Nations Unies au Burundi participe à travers ses appuis multiformes et son approche pluridisciplinaire à opérationnaliser la promotion et la protection des droits de l'homme avec un accent particulier sur les populations vulnérables. Afin de renforcer les capacités des partenaires nationaux, en particulier les jeunes, les media, les organisations de la société civile, les agences des Nations Unies entreprennent des initiatives en faveur du dialogue interculturel national et communautaire, la citoyenneté responsable, la protection et la promotion du patrimoine culturel pour la paix, la cohésion sociale et le développement.

Questions transversales

L'Axe I aborde les questions transversales notamment les droits de l'homme, le genre, le renforcement des capacités, la consolidation de la paix, la planification stratégique et la prise en compte des engagements internationaux dans les instruments nationaux de planification stratégique notamment le principe et les objectifs de développement durable (ODD).

La question des droits de l'homme fait partie intégrante des produits de l'Axe I plus particulièrement les questions liées à la protection des droits et à la garantie de pouvoir les revendiquer lorsqu'ils sont violés. L'aspect genre est largement pris en compte non seulement dans la promotion de l'égalité du genre mais également et surtout dans le processus de consolidation de la paix et du développement durable.

La priorisation et la contextualisation des ODD occupent aussi une grande place au niveau des produits recherchés pour cet axe avec une attention particulière à l'appropriation nationale et à l'élaboration d'un nouveau plan intérimaire de développement post CSLP II et dans la Stratégie Nationale de Développement de 3ème génération (SND III), compatibles et alignés aux priorités nationales ODD.

Le renforcement des capacités avec une approche systémique s'articule sur l'ensemble des produits soit au niveau national, soit au niveau périphérique. On note plusieurs formations à l'endroit du personnel du secteur de la justice et de la sécurité ainsi que d'autres services pertinents. Toutes les agences s'inscrivent dans cette démarche.

Harmonisation avec les stratégies, politiques et plans sectoriels nationaux et avec d'autres parties prenantes

A travers cet axe, dans le domaine de renforcement de l'Etat de Droit, l'ONU s'alignera à la politique sectorielle du Ministère de la Justice et animera le groupe sectoriel Justice afin de promouvoir des synergies

dans la mise en œuvre des activités. Par conséquent, des partenariats stratégiques seront également encouragés et maintenus avec les bailleurs de fonds et les organisations internationales intéressés ou qui travaillent déjà sur ce domaine de développement. Des efforts seront faits pour synchroniser les efforts et les interventions de l'ONU avec d'autres partenaires au développement plus particulièrement les Organisations Non Gouvernementales Internationales et les organisations de la Société civile au niveau national. Afin d'élargir la portée de cette priorité de développement, des partenariats avec le secteur privé seront recherchés et encouragés. En outre, les activités de sensibilisation comprendront également des mécanismes de financement mondiaux et régionaux. L'ONU cherchera activement à collaborer avec les universités et les centres nationaux de recherche dans des études et des enquêtes de suivi et de perception dans le domaine de la gouvernance, de l'Etat de Droit et de la Consolidation de la paix. Enfin, un engagement proactif avec les médias sera poursuivi pour renforcer le plaidoyer, et la sensibilisation du public plus particulièrement sur les questions de consolidation de la paix.

Cadre budgétaire commun

Total du budget estimé (en USD) :* 	\$25.940.580	
1. Budget financé (USD) :	\$13.215.580	
2. Budget non financé (USD) :	\$12.725.000	
Ventilation des contributions par sources de financement :	Source(s)	Contributions (USD)
	PNUD	Total : 13.560.000 Disponibles : 6.060.000 A mobiliser : 7.500.000
	OHCDH	Total : 4.220.000 Disponibles : 2.220.000 A mobiliser : 2.000.000
	UNFPA	Total : 2.845.000 Disponibles : 1.750.000 A mobiliser : 1.095.000
	UNICEF	Total : 2.290.000 Disponibles : 1.700.000 A mobiliser : 590.000
	ONUFEMMES	Total : 2.745.580 Disponibles : 1.405.580 A mobiliser : 1.340.000
	UNV	Total : 280.000 Disponibles : 80.000 A mobiliser : 200.000

* Le total de l'estimation du budget comprend les coûts directs du programme et les coûts indirects de soutien.

2 Liste des abréviations

Abréviations	Définition du terme
CENI	Commission Electorale Nationale Indépendante
CFPJ	Centre de Formation Professionnelle de la Justice
CNIDH	Commission Nationale Indépendante des Droits de l'Homme
CSLP	Cadre Stratégique de croissance et de Lutte contre la Pauvreté
CVR	Commission Vérité et Réconciliation
ENA	Ecole Nationale de l'Administration
IGE	Inspection Générale de l'Etat
IMIS	Institute for the Management of Information Systems
ODD	Objectifs de Développement Durable
OMD	Objectifs du Millénaire pour le développement
OSASG	Office of the Special Advisor of the Secretary General
OSC	Organisations de la Société Civile
PNB	Police Nationale du Burundi
PNRA	Programme National de Réforme de l'Administration publique du Burundi
SERAP	Secrétariat Exécutif de Réforme de la Fonction Publique
SNBG	Stratégie Nationale de Bonne Gouvernance
VBG	Violences Basées sur le Genre



3 Plan de travail conjoint biennuel et détails du Cadre budgétaire commun

Axe 1 : Renforcement de l'Etat de droit, consolidation de la bonne gouvernance et promotion de l'égalité du genre

UNDAF Effet 1 : Les systèmes judiciaire et sécuritaire ainsi que les institutions de protection des droits de l'homme, de lutte contre l'impunité et de promotion de la réconciliation nationale sont performants (y compris l'indépendance du système judiciaire) et sensibles au genre et au VIH.

Indicateurs/Données de base/Cibles d'Effets/Moyens de vérification

Indicateur 1.1 : Durée moyenne de la procédure pénale entre l'ouverture d'enquête et le jugement final

Données de base : 88 semaines (2012)

Cibles : 78 semaines (2018)

Moyens de vérification : Rapports annuels du ministère de la Justice et autres acteurs (PNUD, OHCDH, OSC)

Cibles : 100 % (2018)

Moyens de vérification : Rapports du ministère de la Justice

Indicateur 1.2 : taux de la population qui apprécie favorablement le comportement citoyen des forces de sécurité

Données de base : 46.8 % (2012)

Cibles : 60 % de la population qui apprécie favorablement le comportement citoyen des forces de sécurité (Police) en 2018

Moyens de vérification : Rapports de l'OHCDH, des ONG

Produits	Entité ONU	Indicateurs, données de base, cibles	Moyens de vérification	Cadre budgétaire commun	
				Ressources disponibles(USD)	Ressources à mobiliser = écart de financement (USD)
Produit 1.1 Les capacités des systèmes judiciaire et pénitentiaire sont renforcées en vue d'offrir des services de qualité aux justiciables – surtout aux plus vulnérables – conformément aux standards internationaux des droits de l'Homme	PNUD, OHCDH, UNICEF, ONUFEMMES, UNFPA	Indicateur 1. Nombre d'arriérés judiciaires (impliquant les hommes et les femmes) Données de base 2012 : 48.894 Cibles en 2018 : 30.000 (Diminution de 39 %) désagrégées par sexe Indicateur 2. Nombre d'hommes et de femmes y compris les plus vulnérables notamment les moins de 18 ans qui ont accès aux services judiciaires. Données de base 2014 : 5.127 personnes vulnérables dont 2746 femmes ont bénéficié de l'aide juridique pour accéder à la Justice Cible en 2018 : 5.640 (Augmentation de 10 %) Indicateur 3 : % de magistrats dont au moins 30 % de femmes recrutés sur la base d'un concours Données de base 2012 : 0 Cible en 2018 : 100 % dont 30 % de femmes	Analyse des statistiques du ministère de la Justice, les rapports périodiques du ministère de la Justice, le logiciel de traitement des données VBG Rapports périodiques du CFPJ Rapports de l'OHCDH Rapports périodiques de la CNIDH	\$USD 2.790.000	\$USD 2.955.000

Produits	Entité ONU	Indicateurs, données de base, cibles	Moyens de vérification	Cadre budgétaire commun	
				Ressources disponibles(USD)	Ressources à mobiliser = écart de financement (USD)
Produit 1.1 Les capacités des systèmes judiciaire et pénitentiaire sont renforcées en vue d'offrir des services de qualité aux justiciables – surtout aux plus vulnérables – conformément aux standards internationaux des droits de l'Homme	PNUD, OHCDH, UNICEF, ONUFEMMES, UNFPA	Indicateur 4 : % de magistrats (Hommes et femmes) formés et certifiés Données de base 2012 : 0 % Cible en 2018 : 30 %	Analyse des statistiques du ministère de la Justice, les rapports périodiques du ministère de la Justice, le logiciel de traitement des données VBG Rapports périodiques du CFPJ Rapports de l'OHCDH Rapports périodiques de la CNIDH	\$USD 2.790.000	\$USD 2.955.000
Activités	Agence ONU			Ressources disponibles	Ressources à mobiliser = écart de financement (USD)
Activité 1.1.1 Appuyer la mise en oeuvre de la politique sectorielle du ministère de la Justice à travers le renforcement de la chaîne pénale, l'accès à la justice (hommes et femmes y compris les plus vulnérables), l'amélioration de l'administration de la justice et du système pénitentiaire et le renforcement de la justice pour enfants.	PNUD, OHCDH, ONUFEMMES, UNICEF			PNUD : 1.100.000 OHCDH-B : 560.000 ONUFEMMES : 10.000 UNICEF : 80.000	PNUD : 2.000.000 ONUFEMMES : 130.000 UNICEF : 50.000
Activité 1.1.2 Contribuer au renforcement des capacités institutionnelles et techniques des systèmes judiciaires et pénitentiaires dans le domaine des droits de l'homme, l'administration de la justice, le genre, y compris la lutte contre les VBG, la justice pour mineurs, l'éthique et la déontologie.	PNUD, OHCDH, UNICEF, ONUFEMMES, UNFPA			PNUD : 400.000 OHCDH-B : 380.000 UNFPA : 20.000 ONUFEMMES : 10.000 UNICEF : 60.000	UNFPA : 80.000 PNUD : 500.000 ONUFEMMES : 100.000 UNICEF : 50.000
Activité 1.1.3. Appuyer le processus d'évaluation des capacités de la police dans le domaine des droits de l'homme et du genre : le renforcement des capacités, la mise en place et l'opérationnalisation des points focaux et les mécanismes de redevabilité.	OHCDH, UNFPA			OHCDH-B : 110.000 UNFPA : 5.000	UNFPA : 15.000
Activité 1.1.4. Appuyer la mise en oeuvre des initiatives de prévention de la délinquance juvénile et des alternatives à la détention des enfants conformément aux standards internationaux de protection de l'enfant.	UNICEF, OHCDH			UNICEF : 50.000 OHCDH : 5.000	UNICEF : 30.000

Produits	Entité ONU	Indicateurs, données de base, cibles	Moyens de vérification	Cadre budgétaire commun	
				Ressources disponibles(USD)	Ressources à mobiliser = écart de financement (USD)
<p>Produit 1.2 Les systèmes nationaux de promotion et de protection des droits de l'homme (y compris les systèmes contre les violences basées sur le genre et la discrimination liée au VIH) disposent des capacités institutionnelles et techniques pour mieux assurer leurs fonctions</p>	<p>PNUD, OHCDH, UNFPA, ONUFEMMES, UNICEF</p>	<p>Indicateur 1. Taux de mise en oeuvre du plan d'action de la politique nationale des droits de l'homme Données de base 2016 : 0 % Cibles en 2018 : 5 %</p> <p>Indicateur 2 Nombre de cas de violations des droits de l'homme référés à la CNIDH et traités Données de base 2012 : 91 Cibles en 2018 : 600</p> <p>Indicateur 3 Nombre de cas des victimes des violences basées sur le genre traités dans les centres de prise en charge intégrée Données de base 2015 : 1.160 Cibles en 2018 : 5.000</p> <p>Indicateur 4 Existence d'une base des données VBG opérationnelle Données de base 2012 : 0 Cibles en 2018 : 1</p> <p>Indicateurs 5 Taux de mise en oeuvre du Plan d'action la politique nationale de protection de l'enfant Données de base 2016 : 5 % Cibles en 2018 : 15 %</p> <p>Indicateurs 6 Nombre d'enfants à risques qui ont accès aux services de protection de l'enfant Données de base 2016 : 26.625 Cibles en 2018 : 56.000</p>	<p>Les rapports périodiques du Ministère des droits de la Personne humaine, des Affaires sociales et du Genre de la CNIDH et les rapports alternatifs des organisations de la société civile.</p> <p>Les rapports de la CNIDH</p> <p>Les rapports du ministère des droits de la Personne humaine, des Affaires sociales et du Genre y compris ceux de la Société civile et autres entités</p> <p>Rapport du ministère des droits de la Personne humaine, des Affaires sociales et du Genre sur les VBG</p>	<p>\$USD 1.800.000</p>	<p>\$USD 1.100.000</p>

Activités	Agence ONU	Ressources disponibles	Ressources à mobiliser = écart de financement (USD)		
Activité 1.2.1. Appuyer les institutions publiques et les OSC dans la mise en oeuvre des politiques, stratégies et plans d'action de promotion et de protection des droits de l'homme y compris ceux des groupes vulnérables (populations autochtone, personnes atteintes d'albinisme, personnes handicapées)	OHCDH, UNFPA, PNUD, ONUFEMMES, CNIDH	PNUD : 200.000 OHCDH-B : 560.000 ONUFEMMES : 15.000 UNFPA : 5.000			
Activité 1.2.2. Renforcer le système de protection de l'enfant au Burundi	UNICEF	UNICEF : 800.000	UNICEF : 400.000		
Activité 1.2.3. Contribuer au renforcement des capacités des acteurs dans le domaine de la lutte contre les VBG et la prise en charge intégrale des victimes.	PNUD, ONUFEMMES UNFPA	UNFPA : 100.000 PNUD : 100.000 ONUFEMMES : 20.000	UNFPA : 400.000 PNUD : 200.000 ONUFEMMES : 100.000		
Produits	Entité ONU	Indicateurs, données de base, cibles	Moyens de vérification	Cadre budgétaire commun	
				Ressources disponibles(USD)	Ressources à mobiliser = écart de financement (USD)
Produit 1.3 Les mécanismes institutionnels de justice de transition Commission Vérité et Réconciliation (CVR) sont outillés y compris dans le domaine du genre en vue d'un fonctionnement conforme aux standards internationaux, les OSC et les médias sont renforcés afin qu'elles jouent efficacement leur rôle de veille citoyenne	PNUD, OHCDH, ONUFEMMES, UNFPA	Indicateur 1. Nombre de dossiers traités (désagrégés par sexe) par la CVR Données de base 2012 : 0 Cibles en 2018 : 50.000 dont 20.000 femmes Indicateur 2 Existence d'un Conseil consultatif International Données de base 2016 : 0 Cibles en 2018 : 1 Indicateur 3 Existence de mécanismes de protection des victimes des témoins et des personnes à risques tenant compte de la participation des hommes et des femmes avec des données désagrégées par sexe Données de base 2016 : 0 Cibles en 2018 : 3 (unité de protection, existence d'une base de données, création des archives de la CVR)	Les rapports de la CVR et autres entités y compris les OSC Les rapports de l'OHCDH	\$USD 870.000	\$USD 4.020.000

Produits	Entité ONU	Indicateurs, données de base, cibles	Moyens de vérification	Cadre budgétaire commun	
				Ressources disponibles(USD)	Ressources à mobiliser = écart de financement (USD)
Produit 1.3 Les mécanismes institutionnels de justice de transition Commission Vérité et Réconciliation (CVR) sont outillés y compris dans le domaine du genre en vue d'un fonctionnement conforme aux standards internationaux, les OSC et les médias sont renforcés afin qu'elles jouent efficacement leur rôle de veille citoyenne	PNUD, OHCDH, ONUFEMMES, UNFPA	Indicateur 4 Nombre d'organisations de la société civile et des médias y compris celles de défense des droits des femmes, bénéficiaires de renforcement des capacités sur les mécanismes de Justice transitionnelle Données de base 2016 : 0 Cibles en 2018 : 5	Les rapports de la CVR et autres entités y compris les OSC Les rapports de l'OHCDH	\$USD 870.000	\$USD 4.020.000
Activités	Agence ONU	Ressources disponibles	Ressources à mobiliser = écart de financement (USD)		
Activité 1.3.1. Appuyer le fonctionnement de la CVR par le renforcement des capacités techniques et opérationnelles notamment la conduite des enquêtes et protection des victimes, des témoins et des personnes à risques.	PNUD, OHCDH, Ministère de la Justice et droits humains, CVR	PNUD : 100.000 OHCDH : 20.000	PNUD : 2.000.000 OHCDH : 2.000.000		
Activité 1.3.2 : Appuyer la mise en place du Conseil consultatif international et les mécanismes de protection des victimes, témoins et personnes à risques	OHCDH, PNUD, Ministère de la Sécurité Publique, CVR	PNUD : 50.000 OHCDH : 540.000			
Activité 1.3.3. Appuyer l'élaboration de la stratégie de la prise en compte du genre et de prévention des conflits dans les mécanismes de justice transitionnelle	PNUD, ONUFEMMES	PNUD : 30.000 ONUFEMMES : 5.000	PNUD : 2.000.000 OHCDH : 2.000.000		
Activité 1.3.4. Contribuer au renforcement des capacités des organisations de la société civile actives y compris les médias pour la sensibilisation, prévention des conflits, monitoring et cohésion sociale	UNFPA, PNUD, OHCDH, ONUFEMMES, CVR	OHCDH : 90.000 UNFPA : 10.000 PNUD : 20.000 ONUFEMMES : 5.000	UNFPA : 20.000		
UNDAF Effet 2 : À l'horizon 2018, des institutions publiques assurent une gestion efficace de l'Etat avec un système électoral transparent, un espace politique inclusif et une participation citoyenne effective dans le respect de l'égalité du genre					
Indicateurs/Données de base/Cibles d'Effets/Moyens de vérification Indicateur 2.1 : Niveau de classement international du pays par rapport à la transparence et à la gouvernance Données de base : <ul style="list-style-type: none"> Classement Transparency International (TI) sur l'indice de perception de la corruption : 150^{ème} rang sur 178 (2015)¹ Indice Mo Ibrahim : 38^{ème} (2015) Absence de consensus sur la revue du cadre légal électoral (2012) Cibles : <ul style="list-style-type: none"> 148^{ème} place pour l'indice de TI (2018)² Indice Mo Ibrahim : 35^{ème} (2018) Le code électoral est révisé sur une base consensuelle et inclusive, avec l'implication de tous les acteurs politiques et la Société civile (2018) Moyens de vérification : Rapport TI et Mol et Rapports de la CENI					
Indicateur 2.2 : Existence d'un cadre légal électoral révisé d'une manière consensuelle Données de base : 0 Cibles : 1 (déjà atteint en 2015) Moyens de vérification : Rapports de la CENI					
Indicateur 2.3 : Pourcentage de femmes occupant des postes de responsabilité politiques et techniques dans les institutions Données de base : 20 % (2012) Cibles : 30 % (2018) Moyens de vérification : Rapports du ministère du genre.					

¹ La référence de 2015 est prise en compte parce que le pays a évolué dans le classement et il n'est plus indiqué de considérer la donnée de base de 2012.

² Cette cible est prise en compte au regard de la donnée de base de 2015.

Produits	Entité ONU	Indicateurs, données de base, cibles	Moyens de vérification	Cadre budgétaire commun	
				Ressources disponibles(USD)	Ressources à mobiliser = écart de financement (USD)
<p>Produit 2.1. Le mécanisme de dialogue permanent et inclusif des partis politiques et d'autres acteurs est fonctionnel et une culture de dialogue et de paix au niveau national et communautaire est renforcée et les femmes y jouent un rôle actif</p>	<p>PNUD, OHCDH, OSASG, UNESCO, ONUFEMMES, UNICEF</p>	<p>Indicateur 1 Nombre de cadres de dialogue pour différents groupes cibles : les partis politiques, les jeunes affiliés aux partis politiques et les leaders communautaires sont fonctionnels Données de base 2016 : 5 cadres regroupant les femmes Cibles en 2018 : 10 cadres de jeunes affiliés aux partis politiques</p> <p>Indicateur 2 Existence d'outils efficaces de gestion des opérations électorales Données de base 2012 : Insuffisance d'outils et des capacités pour une gestion électorale efficace et transparente Cibles en 2018 : 1 logiciel multi-modulaire ; 1 fichier électoral ; un programme de renforcement des capacités et son mis en oeuvre</p> <p>Indicateur 3 Nombre de partenaires des institutions publiques et représentants des organisations de la société civile sensibilisés/formés, y compris les femmes Données de base 2016 : 0 Cibles en 2018 : 200</p>	<p>Rapports d'évaluation du plan stratégique de la CNI Rapport d'observation des élections Rapport de mise en plan de renforcement des capacités de la CENI Rapports des OSC</p>	\$USD 1.877.290	\$USD 500.000
Activités			Agence ONU	Ressources disponibles	Ressources à mobiliser = écart de financement (USD)
<p>Activité 2.1.1. Appuyer le dialogue participatif, régulier et inclusif des partis politiques et des autres acteurs pour la prévention et la résolution des conflits</p>			PNUD, ONUFEMMES, OSASG	PNUD : 350.000 ONUFEMME : 247.290	
<p>Activité 2.1.2. Appuyer le renforcement des capacités des Partis politiques, de la société civile, de la presse, des femmes, des leaders communautaires, des jeunes et des autres institutions dans le domaine de la paix, de l'inclusion et la cohésion sociale et au respect des droits de l'homme y compris les droits des femmes et des groupes vulnérables</p>			PNUD, ONUFEMMES, UNESCO, UNICEF, UNFPA	PNUD : 350.000 UNESCO : 330.000 UNFPA : 200.000 UNICEF : 100.000 ONUFEMMES : 300.000	UNESCO : 40.000 UNFPA : 100.000 UNICEF : 60.000 ONUFEMMES : 300.000

Produits	Entité ONU	Indicateurs, données de base, cibles	Moyens de vérification	Cadre budgétaire commun	
				Ressources disponibles(USD)	Ressources à mobiliser = écart de financement (USD)
Produit 2.2. Les compétences des institutions démocratiques, des structures de dialogue social, de la société civile et des médias sont renforcées en matière de consolidation de la démocratie, de la paix et du développement	PNUD, OHCDH, UNESCO, ONUFEMMES, UNFPA, UNV	Indicateur 1 Taux de mise en oeuvre du plan d'action du plan stratégique du Parlement Données de base 2012 : 0 % (plan stratégique disponible) Cibles en 2018 : 50 % de mise en oeuvre Indicateur 2 Nombre d'initiatives genre contenues dans le plan stratégique mises en oeuvre Données de base 2012 : 0 Cibles en 2018 : 25 % Indicateur 3 Existence d'un cadre permanent de dialogue et de concertation Société civile-Gouvernement Données de base 2012 : 0 Cibles en 2018 : 1	Rapports du Parlement	\$USD 1300.000	\$USD 560.000
Activités			Agence ONU	Ressources disponibles	Ressources à mobiliser = écart de financement (USD)
Activité 2.2.1. Appuyer la mise en oeuvre du plan stratégique du Parlement, y compris la prise en compte du genre, la consolidation de la paix et des droits de l'homme dans le travail parlementaire			OHCDH	OHCDH : 20.000	
Activité 2.2.2. Mettre en place un sous-groupe sectoriel consolidation de la paix qui inclut les OSC et les ministères clés du gouvernement et les partenaires techniques et financiers			PNUD	PNUD : 200.000	
Activité 2.2.3. Appuyer le renforcement des capacités techniques des media et des journalistes, tenant compte du genre, afin de promouvoir un environnement et une culture de paix, de démocratie et de développement			UNESCO, OHCDH	OHCDH: 20.000 UNESCO : 300.600 ONUFEMMES: 70.000	UNESCO : 60.000

Produits	Entité ONU	Indicateurs, données de base, cibles	Moyens de vérification	Cadre budgétaire commun	
				Ressources disponibles(USD)	Ressources à mobiliser = écart de financement (USD)
<p>Produit 2.3. L'administration publique plus performante met en oeuvre la stratégie nationale de renforcement des capacités et est mieux outillée pour fournir des services de qualité aux usagers tout en respectant le quota constitutionnel sur le genre</p>	<p>PNUD ONUFEMMES</p>	<p>Indicateur 1 Niveau de mise en oeuvre du Programme national de réforme de l'administration publique du Burundi (PNRA) tenant compte du contenu du guide d'intégration du genre Données de base 2012 : PNRA adopté 2015 : 33 % / Cibles en 2018 : 50 % de mise en oeuvre)</p> <p>Indicateur 2 Existence d'un cadre d'orientation et l'opérationnalisation de la stratégie nationale de renforcement des capacités Données de base 2012 : 0 (Pas de cadre) Projet de lettre de Politique disponible - Stratégie Nationale Renforcement des Capacités en cours d'élaboration) Cibles en 2018 : 1</p> <p>Indicateur 3 Taux de représentation des femmes dans les institutions publiques Baseline : 20 % Cibles en 2018 : 30 % des femmes au sein des institutions</p>	<p>Rapports du SERAP et du Ministère de la fonction publique</p>	<p>\$USD 1.142.500</p>	<p>\$USD 2.030.000</p>
Activités			Agence ONU	Ressources disponibles	Ressources à mobiliser = écart de financement (USD)
<p>Activité 2.3.1. Appuyer la mise en oeuvre de la réforme de l'administration publique ainsi que de la stratégie nationale et des stratégies sectorielles de renforcement des capacités</p>			<p>PNUD</p>	<p>PNUD : 1.100.000</p>	<p>PNUD : 2.000.000</p>
<p>Activité 2.3.2. Mener des initiatives de plaidoyer sur l'application du quota constitutionnel sur le genre</p>			<p>ONUFEMMES, PNUD, OHCDH, UNFPA</p>	<p>ONUFEMMES : 17.500 PNUD : 10.000 OHCDH : 5.000 UNFPA : 10.000</p>	<p>ONUFEMMES : 30.000</p>

Produits	Entité ONU	Indicateurs, données de base, cibles	Moyens de vérification	Cadre budgétaire commun	
				Ressources disponibles(USD)	Ressources à mobiliser = écart de financement (USD)
Produit 2.4. Les capacités des institutions supérieures de gestion et de contrôle des finances publiques de l'Etat sont renforcées	ONU Femmes PNUD	Indicateur 1 Niveau de mise en oeuvre de la SNBG et du Plan d'action de lutte contre la corruption Données de base 2012 : 0 (Plan d'action disponible) 2016 : 70 % Cibles en 2018 : - 80 % sur base de ce qui est proposé (La Brigade et l'IGE disposent des outils (techniques pour faire la prévention et investigation des cas de corruption - La Cour anti-corruption et la Cour des Comptes ont des compétences techniques pour accomplir leurs missions	Rapports du ministère de la Bonne Gouvernance sur la mise en oeuvre du projet d'appui à la SNBG.	\$USD 300.000	\$USD 500.000
Activités			Agence ONU	Ressources disponibles	Ressources à mobiliser = écart de financement (USD)
Activité 2.4.1. Renforcer des institutions en charge du contrôle de la transparence dans la gestion de la chose publique à travers les missions d'audit institutionnel, les formations des comptables publics, la mise en place des outils techniques de gestion etc.			PNUD	PNUD : 100.000	
Activité 2.4.2. Appuyer les entités de gouvernance locale en renforçant les mécanismes de redevabilité ainsi que l'élaboration et la mise en oeuvre des plans de développement local.			PNUD	PNUD : 200.000	PNUD : 500.000
Produits	Entité ONU	Indicateurs, données de base, cibles	Moyens de vérification	Cadre budgétaire commun	
				Ressources disponibles(USD)	Ressources à mobiliser = écart de financement (USD)
Produit 2.5. Les institutions nationales de planification stratégique, de production de l'information statistique et de coordination de l'aide appuyés sur les TICs sont outillés pour le suivi de la mise en oeuvre de la Vision 2025/CSLP II et les ODD	PNUD, UNFPA, UNICEF, ONU Femmes, UNESCO	Indicateur 1 Les Bases de données Burundi Info et IMISburundi sont mises à jour et accessibles Données de base 2012 : Burundi Info à jour en 2011 et accessible sur siteweb www.devinfo.info/burundinfo ; IMISburundi est accessible via : http://redatam.org/imisbdi Cibles en 2018 : BurundInfo et IMISburundi mis à jour chaque année et accessible Indicateur 2 Rapport global de l'EDSB-III est disponible Données de base 2016 : 0 Cibles en 2018 : 1	siteweb www.devinfo.info/burundinfo Rapport National sur les ODD	\$USD 2.138.000	\$USD 490.000

Produits	Entité ONU	Indicateurs, données de base, cibles	Moyens de vérification	Cadre budgétaire commun	
				Ressources disponibles(USD)	Ressources à mobiliser = écart de financement (USD)
Produit 2.5. Les institutions nationales de planification stratégique, de production de l'information statistique et de coordination de l'aide appuyés sur les TICs sont outillés pour le suivi de la mise en oeuvre de la Vision 2025/CSLP II et les ODD	PNUD, UNFPA, UNICEF, ONUFEMMES, UNESCO	Indicateur 3 Un nouveau Plan National de Développement est disponible Données de base 2016 : 0 Cibles en 2018 : 1 Indicateur 4 Trois outils d'appropriation nationale et de suivi-évaluation des ODD Données de base 2016 : 0 Cibles en 2018 : 3 Indicateur 5 Existence d'une feuille de route nationale sur le dividende démographique Données de base 2016 : 0 Cibles en 2018 : 1	siteweb www.devinfo.info/burundinfo Rapport National sur les ODD	\$USD 2.138.000	\$USD 490.000
Activités	Agence ONU	Ressources disponibles	Ressources à mobiliser = écart de financement (USD)		
Activité 2.5.1. Contribuer au renforcement du dispositif national de planification stratégique en vue de la formulation et suivi d'un nouveau Plan National de Développement alignés, aux ODD et la Vision 2025	PNUD	PNUD : 300.000			
Activité 2.5.2. Appuyer l'appropriation nationale des ODD, y compris leur localisation	PNUD, UNFPA, ONUFEMMES, UNESCO	PNUD : 200.000 UNFPA : 20.000 ONUFEMMES : 3.000 UNESCO : 25.000	UNFPA : 30.000 ONUFEMMES : 10.000		
Activité 2.5.3. Appuyer l'élaboration, l'adoption et la mise en oeuvre d'un programme conjoint pour la révolution des données statistiques en vue d'un bon suivi-évaluation des ODD	PNUD, UNFPA	PNUD : 300.000 UNFPA : 500.000	UNFPA : 150.000		
Activité 2.5.4. Appuyer l'élaboration de la feuille de route nationale sur le Dividende Démographique et renforcer les capacités des institutions gouvernementales et non gouvernementales dans sa mise en oeuvre	UNFPA	UNFPA : 30.000	UNFPA : 50.000		
Activité 2.5.5. Appuyer le gouvernement dans la réalisation de l'Enquête démographique et santé (EDSB-III)	UNFPA, UNICEF	UNFPA : 150.000 UNICEF : 610.000	UNFPA : 250.000		

Axe 2 :

Transformation de l'économie burundaise pour une croissance soutenue et créatrice d'emplois

1 Page de garde

Axe de l'UNDAF :	Transformation de l'économie burundaise pour une croissance soutenue et créatrice d'emplois
Effets correspondants à l'Axe : (Les effets sont les mêmes que les effets de l'UNDAF et doivent être reproduits à l'identique à partir de la matrice de l'UNDAF au sein de ce modèle)	Effet 1 : L'environnement des affaires (les politiques fiscales, commerciales et d'investissement) et la stratégie de promotion de l'emploi sensible au genre (et au VIH/SIDA) sont incitatifs et sous-tendus par une politique énergétique adéquate et des TICs diversifiés, accessibles et respectueux de l'environnement Effet 2 : Le Burundi dispose d'un secteur agro-sylvo-pastoral modernisé, adapté aux changements climatiques, sensibles au genre (et au VIH/SIDA) et répondant aux besoins de sécurité alimentaire et nutritionnels et orienté vers le marché
Présidence du groupe :	Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture (FAO)
Membres du groupe (agences Nations Unies participantes) :	PNUD, PAM, FAO, FIDA, UNWOMEN, BIT, UNCDF, UNHABITAT, ONUDI
Durée du plan de travail :	2 ans (2017-2018)

SYNTHÈSE

Liens avec l'agenda global pour le développement et d'autres traités et conventions internationales

Pour la période intérimaire 2017-2018 de l'UNDAF existant, les Nations unies ont déterminé l'importance d'accroître la résilience des populations pauvres et vulnérables, en mettant l'accent sur les femmes, les jeunes et les populations déplacées, et de renforcer les investissements dans les initiatives de consolidation de la paix, tout cela pour atténuer les chocs naturels ou causés par l'homme. Tout en maintenant les deux effets originaux de l'Axe 2, il est prévu que la transition vers la vision et les principes de l'Agenda 2030 et des ODD et les activités programmatiques prévues dans le Plan de travail conjoint UNDAF 2017-2018 pour l'Axe 2 permettront aux communautés et aux individus de faire face plus efficacement aux difficultés environnementales et économiques et de bénéficier d'une croissance plus inclusive et de moyens de subsistance durables résultant d'emplois plus nombreux et de meilleure qualité dans une économie plus diversifiée.

En ce qui concerne l'alignement avec les ODD, l'Axe 2 contribue à la réalisation des ODD 1 (pauvreté), 2 (faim et alimentation), 7 (énergie), 8 (croissance économique et emplois), 9 (Industrialisation et transformation structurelle), 12 (consommation et production durable) et 13 (changements climatiques). Elle concerne aussi deux traités spécifiques des Nations Unies - la Déclaration de Rome sur la sécurité alimentaire mondiale et le Plan d'action du Sommet mondial de l'alimentation, ainsi que la Convention Cadre des Nations Unies sur les Changements Climatiques, et le cadre de Sendai sur la réduction des risques de catastrophes.

Liens vers les priorités nationales et bénéficiaires prévus

Cet axe répond à de nombreux défis décrits dans l'analyse de la situation, principalement le problème de dégradation des moyens de subsistance, le manque d'emplois surtout chez les jeunes, les taux de malnutrition élevés, la

vulnérabilité des ménages à l'insécurité alimentaire, la dégradation continue des déterminants de la sécurité alimentaire et nutritionnelle, la vulnérabilité aux risques de catastrophes et le déficit énergétique qui constitue un frein à l'essor économique du pays. L'analyse du contexte permet de constater que l'offre alimentaire du Burundi est loin de couvrir les besoins d'alimentation de la population occasionnant des déficits qui dégénèrent en vulnérabilité croissante, faisant du Burundi la tête de liste des pays les plus affamés. Le potentiel agricole du Burundi étant immense, une transformation et modernisation du secteur agricole est un des objectifs clés de la Vision Burundi 2025 (élément central du Pilier 3) et du CSLPII (Chapitre 3) afin d'en accroître la productivité et d'assurer la transformation et la commercialisation des produits agricoles pour nourrir la population et jeter les bases du développement durable. La programmation de l'ONU sous Axe 2 est également guidée par une détérioration des conditions production et gestion post-récoltes à cause des changements climatiques, la croissance démographique et un contexte économique peu favorable aux investissements en agriculture. L'analyse tient compte également des lacunes en matière d'outils de politiques et stratégie de promotion de l'emploi et la transformation de l'économie burundaise.

Parmi les groupes les plus vulnérables figurent les jeunes sans emplois, les femmes et les enfants, les déplacés, le retournés et les populations structurellement à bas revenus au moment où il s'observe une grande faiblesse des filets de sécurité et des transferts monétaires pour les plus démunis. Une analyse récente de l'ONU sur la situation humanitaire prévalent au pays a permis de déterminer les besoins d'assistance en rapport avec l'agriculture et les moyens d'existence et lancé la mise en oeuvre des programmes d'aide aux groupes les plus vulnérables. Ces initiatives s'attaquent aux goulots d'étranglement et aux contraintes liés à la disponibilité et à l'accessibilité alimentaires en appui au Gouvernement du Burundi pour offrir aux groupes vulnérables et organisations d'agriculteurs des moyens de productions en infrastructures, intrants et connaissances pratiques permettant de relancer la disponibilité alimentaire dans les communautés. Elles essaient aussi de contribuer à la création d'emplois à court terme, de même que la promotion de l'entrepreneuriat chez les jeunes.

Avantages et capacités comparatifs des Nations Unies

Neuf agences des Nations Unies ont une expertise qui couvre l'ensemble du domaine de la transformation de l'économie burundaise créatrice d'emplois et de croissance, ainsi qu'une expérience considérable au secteur. Sur la base de l'analyse récente menée par l'ONU sur la situation humanitaire dans le pays, cela constitue une base solide pour la contribution de l'ONU à ce domaine de programme prioritaire.

Questions transversales

- ✓ La dimension de genre est un élément clé pour consolider la croissance économique et créer de nouveaux emplois, étant donné qu'une grande partie des activités de la chaîne agroalimentaire sont réalisées par des femmes qui jouent également un rôle majeur dans la production, l'accès et l'utilisation des aliments. Les questions de genre sont abordées à travers deux produits axés spécifiquement sur les femmes et les jeunes dans le but de développer, de promouvoir et d'encourager l'équité entre les sexes dans l'accès aux ressources et entreprises du domaine de la production alimentaire.

- ✓ Le suivi des produits agricoles par les chaînes d'approvisionnement a un impact positif sur durabilité environnementale et la qualité des produits frais. De plus, le fait de déplacer l'attention des agriculteurs sur des marchés inclusifs de meilleure qualité incluant les biens destinés à l'exportation mènera à une production plus propre (biologique ou à des niveaux contrôlés de pesticides). Enfin, l'accent sera mis sur l'amélioration de l'état nutritionnel et du comportement des femmes et des jeunes et populations vivant dans les zones les plus défavorisées.
- ✓ La consolidation de la paix est renforcée notamment par l'introduction de nouvelles technologies de production et la création d'emplois pour les jeunes dans les zones urbaines défavorisées.

Harmonisation avec les stratégies, politiques et plans sectoriels nationaux et avec d'autres parties prenantes

L'ONU accordera une importance particulière au travail avec la plateforme nationale de la sécurité alimentaire et nutrition ainsi que les groupes sectoriels sécurité alimentaire et développement rural (GSADR) qui servent d'outils de coordination entre les parties prenantes dans ce domaine prioritaire. Elle travaillera également en étroite collaboration avec les entités nationales en charge des questions de changement climatiques et de réduction des risques de catastrophes ; et s'attèlera à soutenir la mise en oeuvre des politiques nationales relatives à la création d'emploi et la promotion de l'entrepreneuriat des jeunes. Par conséquent, des partenariats stratégiques seront également encouragés et maintenus avec les bailleurs de fonds et les organisations internationales intéressés ou qui travaillent déjà sur ce domaine de développement, comme la Banque Mondiale, l'UE, la Belgique, l'Allemagne, les États-Unis, le Fonds pour l'Environnement Mondial et le Fonds Vert Climat. Des efforts seront faits pour synchroniser les initiatives et les interventions de l'ONU avec d'autres partenaires au développement. Afin d'élargir la portée de cette priorité de développement, des partenariats avec le secteur privé seront recherchés ainsi qu'un financement par le biais de programmes de responsabilité sociale des entreprises (RSE).

En outre, les activités de sensibilisation comprendront également des mécanismes de financement mondiaux et régionaux. Compte tenu des lacunes en matière de données et de la nécessité de comprendre l'ampleur des problèmes qui sous-tendent la croissance économique et la création d'emplois, l'ONU cherchera activement à collaborer avec les centres nationaux et instituts de recherche. Enfin, un engagement proactif avec les médias sera poursuivi pour renforcer le plaidoyer et la sensibilisation du public pour le développement durable.

Cadre budgétaire commun

Total du budget estimé (en USD) :* 	\$128.135.937	
1. Budget financé (USD) :	\$79.305.937	
2. Budget non financé (USD) :	\$48.830.000	
Ventilation des contributions par sources de financement :	Source(s)	Contributions (USD)
	PNUD	Total : 13.030.000 Disponibles : 4.380.000 A mobiliser : 8.650.000
	FIDA	Total : 41.324.024 Disponibles : 40.484.024 A mobiliser : 840.000
	PAM	Total : 47.640.000 Disponibles : 18.940.000 A mobiliser : 28.700.000
	FAO	Total : 21.870.000 Disponibles : 12.930.000 A mobiliser : 8.940.000
	UNFPA	Total : 1.600.000 Disponibles : 700.000 A mobiliser : 900.000
	UNWOMEN	Total : 1.518.632 Disponibles : 1.018.632 A mobiliser : 500.000
	UNV	Total : 700.000 Disponibles : 400.000 A mobiliser : 300.000
	UNCDF	Total : 453.281 Disponibles : 453.281 A mobiliser : 0
	BIT	AD
	ONUDI	AD
UNHABITAT	AD	

* Le total de l'estimation du budget comprend les coûts directs du programme et les coûts indirects de soutien.

2 Liste d'abréviations

Abréviations	Définition du terme
BIT	Bureau International du Travail
CFSAM	Crop and Food Security Assessment Mission
EAC	East Africa Community
EFSAM	Emergency Food Security Assessment
FAO	Food and Agriculture Organization
FIDA	Fond International pour le Développement Agricole

Abréviations	Définition du terme
FSMS	Food Security Monitoring System
IMF	Institution de Micro-Finance
MDC	Ministère du Développement Communal
MDPH	Ministère des Droits de la Personne Humaine
MEEATU	Ministère de l'Eau, de l'Environnement, de l'Aménagement du territoire et du Tourisme
MINAGRIE	Ministère de l'Agriculture et de l'Elevage
MSP	Ministère de la Santé Publique
ODD	Objectif de Développement Durable
ONU	Organisation des Nations Unies
ONUDI	Organisation des Nations Unies pour le Développement Industriel
PAM	Programme Alimentaire Mondial
PME	Petites et Moyennes Entreprises
PNUD	Programme des Nations Unies pour le Développement
SCAP/SSA	Système Communautaire d'Alerte Précoce/ Suivi de la Sécurité alimentaire
TIC	Technologies de l'Information et de la Communication
UNCDF	United Nations Capital Development Fund
UNDAF	United Nations Development Assistance Framework
UNFPA	United Nations Population Fund
UNHABITAT	United Nations Human Settlement Programme
UNWOMEN	United Nations Entity for Gender Equality and the Empowerment of Women
VIH/SIDA	Virus d'Immuno-déficience Humaine/Syndrome d'Immuno-déficience Acquise



3 Plan de travail conjoint biennuel et détails du cadre budgétaire commun

Axe 2 : Transformation de l'économie burundaise pour une croissance soutenue et créatrice d'emplois

UNDAF Effet 1 : L'environnement des affaires (les politiques fiscales, commerciales et d'investissement) et la stratégie de promotion de l'emploi sensible au genre (et au VIH/SIDA) sont incitatifs et sous-tendus par une politique énergétique adéquate et des TICs diversifiés, accessibles et respectueux de l'environnement

Nombre de PME y compris entrepreneuriat féminin

Données de base 2012 (2011) : 3000
Cible 2018 : 5000

Proportion d'emplois du secteur formel, informel et agricole désagrégée

Données de base 2012 (2007) : Formel: 2,5 % formel ; 76,3 % Informel (Rapport MTR : ND)
Cible 2018 : Formel: 5 % formel ; 73 % Informel

Produits	Entité ONU	Indicateurs, données de base, cibles	Moyens de vérification	Cadre budgétaire commun	
				Ressources disponibles(USD)	Ressources à mobiliser = écart de financement (USD)
Produit 2.1.1 La Stratégie Nationale d'intégration régionale et la Politique d'industrialisation, sont élaborées et adoptées et la mise en oeuvre de leurs plans d'action appuyée	UNDP, UNIDO, UNWOMEN	Existence d'une stratégie nationale d'intégration régionale adoptée par le Gouvernement Données de base 2012 : 0, 2016 : 1 Cible en 2018 : 1	Documents de stratégie d'intégration régionale et de politique nationale d'industrialisation	Dispo: UNDP: 100.000 UNWOMEN: 0	Gap: UNDP: 0 UNWOMEN: 50.000
		Existence d'une politique d'industrialisation et son plan d'action de mise en oeuvre adoptés par le Gouvernement Données de base 2012 : 0, 2016 : 0 Cible en 2018 : 2			
		Existence d'un cadre de suivi de la mise en oeuvre de la politique nationale d'intégration régionale, participatif et inclusif Données de base 2012 : 0, 2016 : 1 Cible en 2018 : 1	Rapport d'évaluation		
		Nombre de textes nationaux (législation, règlement, politique, etc.) adoptés et/ou harmonisés dans le cadre de la mise en oeuvre de la Politique d'intégration régionale Données de base 2012 : 0, 2016 : 13 Cible en 2018 : 13	Rapports d'évaluation des textes, Textes de mise en application promulgués		

Activités		Agence ONU	Ressources disponibles	Ressources à mobiliser = écart de financement (USD)	
Activité 2.1.1.1 Appuyer l'élaboration et l'adoption de la Politique d'Industrialisation du pays et sa stratégie de mise en oeuvre		PNUD	Dispo : UNDP : 100.000	Gap : UNDP : 0	
Activité 2.1.1.2 Fournir une assistance pour l'élaboration d'un plan stratégique du réseau des femmes entrepreneurs des pays de l'EAC		UNWOMEN	Dispo : UNWOMEN : 0	Gap : UNWOMEN : 50.000	
Activité 2.1.1.3 Renforcer les capacités des institutions nationales en matière d'autonomisation économique des femmes, la promotion et la protection des droits des femmes et l'application des politiques, lois et protocoles dans le commerce transfrontalier		UNWOMEN	Dispo : UNWOMEN : 0	Gap : UNWOMEN : 100.000	
Produits	Entité ONU	Indicateurs, données de base, cibles	Moyens de vérification	Cadre budgétaire commun	
			Ressources disponibles(USD)	Ressources à mobiliser = écart de financement (USD)	
Produit 2.1.2 Une politique nationale de l'emploi et un système d'information statistique du marché du travail fiable tenant en compte les femmes et les jeunes sont adoptés et mise en oeuvre	UNDP, FIDA, BIT	Existence d'études diagnostiques sur l'emploi et le marché de travail validées Données de base 2012 : 0 (Maintenir la performance), 2016 : 7 Cible en 2018 : 7 Existence d'une politique nationale de l'emploi et ses mécanismes de mise en oeuvre adoptés par le gouvernement Données de base 2012 : 0, 2016 : 1 (Politique) Cible en 2018 : 2 mécanismes (stratégie, plan d'action)	Rapports d'études Rapport de validation du document Données de base et rapport d'évaluation Rapport d'activités du comité technique de suivi Document de stratégie Document de politique et plan d'action	Dispo: BIT : AD FIDA : 40.580 UNDP : 400.000 UNV : 150.000 UNFPA : 200.000	Gap: BIT : AD FIDA : 0 UNDP : 650.000 UNV : 150.000 UNFPA : 200.000
Activités		Agence ONU	Ressources disponibles	Ressources à mobiliser = écart de financement (USD)	
Activité 2.1.2.1 Appuyer l'élaboration de la Stratégie et Plan d'action de mise en oeuvre de la Politique Nationale de l'Emploi et l'amélioration du cadre institutionnel de coordination du secteur de l'Emploi tenant en compte les femmes, les jeunes et les personnes déplacées/vulnérables		PNUD, BIT	Dispo : UNDP : 100.000	Gap : UNDP : 350.000	
Activité 2.1.2.2 Appuyer la mise en oeuvre de la politique nationale de l'emploi donnant priorité aux jeunes, femmes et aux groupes vulnérables/populations déplacées		BIT, FAO, FIDA, PNUD, UNWOMEN, UNFPA PNUD, UNV	Dispo : BIT : AD FIDA : 40.580 UNV : 150.000 UNFPA : 200.000 PNUD : 300.000	Gap : BIT : AD FIDA : 0 UNV : 150.000 UNFPA : 100.000 PNUD : 300.000	

Produits	Entité ONU	Indicateurs, données de base, cibles	Moyens de vérification	Cadre budgétaire commun	
				Ressources disponibles(USD)	Ressources à mobiliser = écart de financement (USD)
<p>Produit 2.1.3 Une stratégie de promotion des marchés inclusifs, y compris les femmes, les jeunes et les populations déplacées (création des chaînes de valeur) élaborée et mise en oeuvre, et la création d'emploi pour les jeunes appuyée contribuant à la consolidation de la paix</p>	<p>UNDP, FIDA, FAO, UNWOMEN, BIT, ONUDI, UNCDF, PAM</p>	<p>Existence d'une stratégie de promotion des marchés inclusifs, tenant compte du genre et des déplacements des populations Base ligne 2012 : 0 Données de base 2016 : 0 Cible en 2018 : 1</p> <p>Nombre de microcrédits désagrégés par catégories jeunes, femmes et personnes déplacées octroyés par les institutions de micro finance Données de base 2010 : 105.378, 2016 : 134.997 Cible en 2018 : 180.000</p> <p>Nombre de nouvelles micro-entreprises y compris celles des femmes, des jeunes et personnes déplacées créées en milieu rural Données de base 2012 : 0, 2016 : 2.669 Cible en 2018 : 3.000</p> <p>Nombre de T de vivres achetés localement pour l'alimentation des cantines scolaires endogènes Données de base 2016 : 4.600T Cible en 2018 : 9.000T</p> <p>Existence d'un fond de micro-crédit des femmes, des jeunes et autres groupes défavorisés Données de base 2016 : 0 Cible en 2018 : 1</p>	<p>Document de stratégie validé Rapports de la Banque centrale</p> <p>Rapports IMF</p> <p>Rapports de l'Agence de promotion des investissements et du tribunal du commerce</p> <p>Rapport des achats PAM</p>	<p>Dispo: PNUD : 1.400.000 UNCDF : 50.000 FAO: 850.000 FIDA : 2.650.000 UNFPA : 500.000 UNV : 250.000 PAM : 2.000.000</p>	<p>Gap: PNUD : 3.700.000 UNCDF : 0 FAO : 1.250.000 FIDA : 0 UNFPA : 700.000 UNV : 150.000 PAM : 2.000.000</p>
Activités	Agence ONU	Ressources disponibles	Ressources à mobiliser = écart de financement (USD)		
<p>Activité 2.1.3.1 Accompagner les programmes d'investissement et de promotion des exportations et des marchés inclusifs par le développement des chaînes de valeur tenant compte des femmes, des jeunes et des personnes déplacées</p>	<p>PNUD, FIDA, UNWOMEN, UNCDF, ONUDI, BIT, PAM</p>	<p>Dispo : PNUD : 0 UNWOMEN : AD UNCDF : 50.000 ONUDI : AD BIT : AD FAO : 0</p>	<p>Gap : PNUD : 1.000.000 UNWOMEN: AD ONUDI : AD BIT : AD FAO : 500.000</p>		
<p>Activité 2.1.3.2 Appuyer le développement d'un programme sur la création d'emploi et l'entreprenariat des femmes et des jeunes et à la mise en place des mécanismes pour faciliter leur accès aux crédits et autres services financiers (Fond de micro-crédits, partenariat avec les banques, ect...)</p>	<p>PNUD, FIDA, UNWOMEN, UNCDF, ONUDI, BIT UNFPA</p>	<p>Dispo : PNUD : 900.000 FIDA : 2.650.000 ONUDI : AD BIT : AD UNFPA : 300.000</p>	<p>Gap : PNUD : 1.700.000 FIDA : 0 UNCDF : AD ONUDI : AD BIT : AD</p>		

Activités		Agence ONU	Ressources disponibles	Ressources à mobiliser = écart de financement (USD)	
Activité 2.1.3.4 Appuyer la création d'emplois pour les jeunes défavorisés dans les milieux urbains en vue de contribuer à la consolidation de la paix et à la création des bases du développement		PNUD, UNFPA, UNV FAO	Dispo : PNUD : 500.000 FAO : 850.000 UNFPA : 200.000 UNV : 250.000	Gap : PNUD : 1000.000 FAO : 750.000 UNFPA : 700.000 UNV : 150.000	
Activité 2.1.3.5 Appuyer la production agricole à travers les facilités d'accès aux capitaux par les contrats d'achat local à long terme		PAM	Dispo : PAM : 2.000.000	Gap : PAM : 2.000.000	
Produits	Entité ONU	Indicateurs, données de base, cibles	Moyens de vérification	Cadre budgétaire commun	
				Ressources disponibles(USD)	Ressources à mobiliser = écart de financement (USD)
Produit 2.1.4 Une stratégie de promotion des énergies nouvelles et renouvelables adoptée et actions prioritaires identifiées	PNUD	Existence de la stratégie de promotion des énergies nouvelles et renouvelables Données de base 2012 : 0 Cible en 2016 : 1 Cible en 2018 : 1 Existence d'un mapping des besoins et interventions prioritaires dans le secteur Données de base 2016 : 0 Cible : 1	Document de stratégie validé	Dispo: PNUD : 80.000 PAM : 20.000 FAO : 10.000	Gap: PNUD : 0 PAM : 0 FAO : 40.000
Activités		Agence ONU	Ressources disponibles	Ressources à mobiliser = écart de financement (USD)	
Activité 2.1.4.1 Appuyer l'élaboration d'un état des lieux et les besoins prioritaires dans le domaine des des énergies nouvelles et renouvelable et mise en oeuvre des actions catalytiques identifiées		PNUD, DGHER	Dispo : PNUD : 80.000	Gap : PNUD : 0	
Activité 2.1.4.2 Organiser un forum national sur les énergies nouvelles et renouvelables, accessibles aux ménages à faibles revenus		PAM, FAO, PNUD	Dispo : PAM : 20.000 FAO : 10.000	Gap : PAM : 0 FAO : 40.000	

UNDAF Effet 2.2 : Le Burundi dispose d'un secteur agro-sylvo-pastoral modernisé, adapté aux changements climatiques, sensibles au genre (et au VIH/SIDA) et répondant aux besoins de sécurité alimentaire et nutritionnels et orienté vers le marché

Taux de couverture des besoins alimentaires (bilan alimentaire)

Données de base 2012 : 47 %

Données de base 2017 : 20 %

Cible 2018 : <20 % (A confirmer/FAO)

Proportion de ménages avec une consommation alimentaire adéquate

Données de base 2012 : 50 %

Données de base 2016 : 80 %

Cible 2018 : > 80 %

Produits	Entité ONU	Indicateurs, données de base, cibles	Moyens de vérification	Cadre budgétaire commun	
				Ressources disponibles(USD)	Ressources à mobiliser = écart de financement (USD)
<p>Produit 2.2.1 De nouvelles technologies de production, de réduction des pertes post-récolte et de transformation des produits agricoles tenant compte des jeunes, des femmes et personnes déplacés et/ou personnes vulnérables affectées et infectées par le VIH/SIDA sont introduites et utilisées à tous les niveaux de la chaîne de valeur et contribuent à la durabilité environnementale et à la consolidation de la paix</p>	FIDA, PAM, UNDP, FAO, UN WOMEN	<p>Nombre de ménages utilisant de nouvelles technologies agroalimentaires (silos et sacs hermétiques, moulins et décortiqueuses, etc.)</p> <p>Données de base 2012 : AD Données de base 2016 : 107.509 Cible en 2018 : 300.000</p> <p>Existence d'un nouveau système d'informations sur les marchés et les chaînes de valeurs tenant compte du genre</p> <p>Données de base 2012 : 0 Données de base 2016 : 1 Cible en 2018 : 1</p> <p>Nombre de chaînes de valeurs fonctionnelles désagrégé par catégorie jeunes, femmes et personnes déplacées</p> <p>Données de base 2012 : AD (Enquête) Données de base 2016 : 23 Cible en 2018 : 29</p>	<p>Rapports d'activités des Ministères (MINAGRIE, Ministère du commerce, de l'API et de l'ISTEEBU)</p> <p>Rapports du Ministère du Commerce et Ministère de l'Agriculture et de l'Elevage</p> <p>Rapports d'activités des Organisations Partenaires (Fewsnet, Country Stat, etc.)</p>	<p>Dispo: PNUD : 1.000.000 FIDA : 2.106.631 PAM : 9.500.000 FAO : 2.000.000 UNW : 668.632 UNCDF : 403.281</p>	<p>Gap: PNUD : 2.000.000 FIDA : 840.000 PAM : 13.500.000 FAO : 2.600.000 UNW : 100.000 UNCDF : 0</p>
Activités	Agence ONU	Ressources disponibles	Ressources à mobiliser = écart de financement (USD)		
<p>Activité 2.2.1.1 Renforcer les capacités techniques des producteurs en l'occurrence les femmes et les jeunes et des services agricoles au niveau central et décentralisé dans l'utilisation des nouvelles technologies de production agricole, de réduction des pertes post-récoltes et de transformation agro-alimentaire</p>	PNUD, PAM, FIDA, FAO, UNWOMEN	<p>Dispo : FIDA : 2.081.890 PAM : 500.000 FAO : 200.000 UNWOMEN : 0</p>	<p>Gap : FIDA : 0 PAM : 1.500.000 FAO : 100.000 UNWOMEN : 100.000</p>		
<p>Activité 2.2.1.2 Appuyer la structuration des organisations des jeunes et des femmes, à la création des micro-entreprises de maintenance des équipements et outils de transformation agro-alimentaire</p>	PNUD, PAM, FIDA, FAO, UNCDF, UNWOMEN	<p>Dispo : PAM : 500.000 FAO : 300.000 UNCDF : 100.000</p>	<p>Gap : PAM : 500.000 FAO : 200.000</p>		

Activités		Agence ONU	Ressources disponibles	Ressources à mobiliser = écart de financement (USD)	
Activité 2.2.1.3 Appuyer l'acquisition des unités de production, conditionnement, conservation, transformation et commercialisation des produits agro-alimentaires génératrices d'emplois et de revenu (Coopératives agricoles, fromagerie, décortiqueuse, aquaculture en cage, etc.) particulièrement en faveur des organisations de jeunes et de femmes		PNUD, PAM, FIDA, FAO, UNWOMEN	Dispo : FIDA : 24.741.840 PNUD : 800.000 PAM : 2.000.000 FAO : 400.000 UNCDF : 303.283 UNWOMEN : 331.000	Gap : FIDA : 0 PNUD : 2.000.000 PAM : 3.000.000 FAO : 1.600.000 UNWOMEN : 0	
Activité 2.2.1.4 Appuyer le développement du programme d'amélioration des ressources génétiques animales, végétales et halieutiques tenant compte du genre		FAO	Dispo : FAO : 800.000	Gap : FAO : 500.000	
Activité 2.2.1.5 Appuyer la production et à l'accès au marché agricole pour les petits producteurs en l'occurrence les jeunes et des femmes		PAM, FAO	Dispo : PAM : 6.500.000 FAO : 300.000	Gap : PAM : 9.500.000 FAO : 200.000	
Produits	Entité ONU	Indicateurs, données de base, cibles	Moyens de vérification	Cadre budgétaire commun	
				Ressources disponibles(USD)	Ressources à mobiliser = écart de financement (USD)
Produit 2.2.2 Le système d'alerte précoce et de réponse aux urgences y compris la résilience aux catastrophes naturelles est mieux coordonné, respectueux de la bonne gestion des écosystèmes et doté d'équipements et technologies adaptés aux besoins des jeunes, des femmes et personnes déplacées	FAO, PAM, UNWOMEN	Fréquence de mise à jour de données sur SSA (1fois/mois) Données de base 2012: 12 /an Données de base 2016: 12/an Cible en 2018 : 12 Nombre de bulletins édités sur la surveillance de la sécurité alimentaire (1 fois/2 mois, H/F) Données de base 2012: 12 Données de base 2016: 6 Cible en 2018 : 6 Nombre de rapports sur l'analyse et la cartographie de la sécurité alimentaires (par an, H/F) Données de base 2012: 2 Données de base 2016: 2 Cible en 2018 : 2 Nombre de rapport DTM produits Données de base 2016 : 12/an Cible en 2018 : 12/an Nombre de stations hydrométéorologiques opérationnels dans trois provinces Données de base 2016 : 0 Cibles en 2018 : 10 Nombre de personnes assistés en situation d'urgence et de relèvement	Rapport FAO/PAM sur le système d'alerte précoce Rapports sur la cartographie de la vulnérabilité Rapports de suivi des activités nutritionnelles	Dispo: PAM : 2.200.000 FAO : 8.920.000 UNW : 350.000	Gap: PAM : 5.000.000 FAO : 2.800.000 UNW : 350.000

Activités		Agence ONU	Ressources disponibles	Ressources à mobiliser = écart de financement (USD)	
Activité 2.2.2.1 Renforcer le système d'alerte précoce à base communautaire et surveillance de la sécurité alimentaire et préparer la réponse aux urgences y compris le suivi de la sécurité alimentaire et l'implication des organisations de jeunes femmes		FAO, PAM, UNWOMEN, PNUD	Dispo : FAO : 600.000 PAM : 200.000 UNWOMEN : AD	Gap : FAO : 800.000 PAM : 1.000.000 UNWOMEN : AD	
Activité 2.2.2.2 Soutenir la résilience et le relèvement rapide des communautés, particulièrement des jeunes et des femmes, à travers la promotion des solutions durables pour les personnes déplacées/retournées/Rapatriés		PAM, PNUD, FAO UNWOMEN	Dispo : PAM : 2.000.000 FAO : 8.320.000 UNWOMEN : 337.632	Gap : PAM : 4.000.000 FAO : 2.000.000 UNWOMEN : 0	
Produits	Entité ONU	Indicateurs, données de base, cibles	Moyens de vérification	Cadre budgétaire commun	
				Ressources disponibles(USD)	
				Ressources à mobiliser = écart de financement (USD)	
Produit 2.2.3 Des investissements, produits et services permettant aux communautés et ménages de diminuer la pression sur les ressources naturelles y compris le bois de chauffage en vue de mieux s'adapter aux changements climatiques, sont promus. (Effet 2)	FIDA, PAM, FAO, PNUD	<p>Nombre de ménages ayant accès aux nouvelles technologies limitant fortement l'exploitation du bois de chauffe (Foyers améliorés, briquettes, biogaz, ...)</p> <p>Données de base 2016 : 10.000 Cible en 2018 : 20.000</p> <p>Nombre d'entreprises sociales de production et commercialisation des foyers améliorés et des briquettes</p> <p>Données de base 2016 : 0 Cible en 2018 : 4</p> <p>Nombres de ménages qui ont accès à l'utilisation des fertilisants issus de la valorisation des déchets organiques</p> <p>Données de base 2016 : 0 Cibles en 2018 : 6.000</p> <p>Nombre de ménages ayant accès aux ressources alternatives à l'exploitation des réserves naturelles</p> <p>Données de base 2016 : 5.000 Cibles en 2018 : 5.150</p>	Rapports des projets des partenaires impliqués dans le domaine	Dispo: FIDA : 34.107.768 PAM : 5.100.000 FAO : 800.000 PNUD : 1.200.000	Gap: FIDA : 0 PAM : 8.200.000 FAO : 1.600.000 PNUD : 1.000.000
Activités	Agence ONU	Ressources disponibles	Ressources à mobiliser = écart de financement (USD)		
Activité 2.2.3.1 Appuyer les investissements dans le capital productif et les infrastructures ainsi que la valorisation des déchets en fertilisants organiques, expérimenter et documenter la protection de l'environnement par la transformation et l'exploitation des déchets en énergie (foyers améliorés, biogaz, briquettes, etc.)	FIDA, PAM, FAO, PNUD	Dispo : FIDA : 34.107.768 PAM : 3.000.000 FAO : 0 PNUD : 1.200.000	Gap : FIDA : 0 PAM : 5.000.000 FAO : 200.000 PNUD : 1000.000		

Activités			Agence ONU	Ressources disponibles	Ressources à mobiliser = écart de financement (USD)
Activité 2.2.3.2 Appuyer la création d'entreprises sociales constituées de jeunes et de femmes pour la production, commercialisation et de marketing des foyers améliorés et des briquettes			PAM, FAO, PNUD	Dispo : PAM : 100.000 FAO : 0	Gap : PAM : 200.000 FAO : 200.000
Activité 2.2.3.3 Renforcer l'utilisation durable et rationnelle des écosystèmes (y compris la gestion des terres et des aires protégées) dans les zones rurales, urbaines et péri-urbaines			PNUD, FIDA, FAO, PAM	Dispo : PNUD : 180.000 PAM : 2.000.000 FAO : 800.000	Gap : PNUD : 0 PAM : 3.000.000 FAO : 1.200.000
Produits	Entité ONU	Indicateurs, données de base, cibles	Moyens de vérification	Cadre budgétaire commun	
				Ressources disponibles(USD)	Ressources à mobiliser = écart de financement (USD)
Produit 2.2.4 De nouveaux mécanismes, outils et techniques de gestion environnementale et d'adaptation aux changements climatiques utilisant les TICs conçus et opérationnels et permettent le renforcement de la résilience des communautés en l'occurrence les femmes, les jeunes et les personnes déplacées	FIDA, PNUD, PAM, FAO	Nombres d'outils de gestion environnementale, de changement climatique et de réduction des catastrophes élaborés et actualisés Données de base 2012 : 0 Données de base 2016 : 3 (Politique de Changement climatique, feuille de route, plan d'action sur réduction des risques et catastrophes, ...) Cible en 2018 : 3 (programme national d'adaptation aux changements climatiques, et la stratégie nationale de réduction des risques de catastrophes, cartographie actualisée sur les zones à risques par rapport aux changements climatiques (inondations, sécheresse, érosion,..)	Rapports MEEATU, de la Plateforme Nationale de PGRC	Dispo: FIDA : 1.579.045 PNUD : 200.000 PAM : 120.000 FAO : 350.000	Gap: FIDA : 0 PNUD : 1.300.000 PAM : 0 FAO : 650.000
Activités			Agence ONU	Ressources disponibles	Ressources à mobiliser = écart de financement (USD)
Activité 2.2.4.1 Appuyer l'élaboration d'une nouvelle stratégie nationale de réduction des risques de catastrophes et des plans de contingences provinciales (5) et communales (5) afin de renforcer les capacités d'adaptation et de résilience des communautés, en priorité les femmes, les jeunes et les populations déplacées			PNUD, PAM, FAO	Dispo : PNUD : 200.000 FAO : 20.000 PAM : 20.000	Gap : PNUD 250.000 FAO : 0 PAM : 0
Activité 2.2.4.2 Appuyer le développement et la mise en oeuvre des outils et techniques de gestion environnementale favorisant l'adaptation aux changements climatiques et à la résilience des communautés en priorités les femmes, les jeunes et les populations déplacées			FIDA, PNUD, FAO, PAM	Dispo : FIDA : 1.579.045 PNUD : 4.600.000 FAO : 350.000 PAM : 100.000	Gap : FIDA : 0 PNUD : 6.000. 000 FAO : 650.000 PAM : 0
Activité 2.2.4.3 Appuyer le fonctionnement du cadre interministériel de coordination du secteur de l'adaptation aux changements climatiques			PNUD	PNUD : 0	PNUD : 800.000



© UNDP /2017

Axe 3 :

Amélioration de l'accessibilité et de la qualité des services sociaux de base et renforcement du socle de protection sociale

1 Page de garde

Axe de l'UNDAF :	Amélioration de l'accessibilité et de la qualité des services sociaux de base et renforcement du socle de protection sociale
<p>Effets correspondants à l'Axe :</p> <p>(Les effets sont les mêmes que les effets de l'UNDAF et doivent être reproduits à l'identique à partir de la matrice de l'UNDAF au sein de ce modèle)</p>	<p>Effet 3.1 : En 2018, le système de santé du Burundi permet d'atteindre des couvertures élevées des interventions à haut impact à faible coût et de qualité (vaccination, contraception, pratiques d'hygiène, maternité à moindre risque, etc.) pour réduire la morbidité liée aux maladies transmissibles et non transmissibles ; les communautés (hommes et femmes) sont habilitées pour s'approprier la lutte contre la malnutrition et les autres stratégies sanitaires y compris l'accès équitable à l'eau potable et aux infrastructures d'assainissement de base</p> <p>Effet 3.2 : En 2018, les institutions centrales et décentralisées sont renforcées pour offrir des services de qualité équitables pour améliorer la couverture en ARV, la prévention au sein des groupes à haut risque ainsi que les soins pédiatriques et l'élimination de la transmission mère – enfant du VIH selon une approche multisectorielle coordonnée avec une pleine contribution des bénéficiaires - y compris les personnes vivant avec le VIH - et de la communauté qui adoptent des comportements responsables sans stigmatisation</p> <p>Effet 3.3 : En 2018, le Burundi dispose d'un système éducatif décentralisé, inclusif, doté de politiques prenant en compte les besoins de l'économie nationale et en conformité avec les standards régionaux et internationaux - accès équitable, qualité, gestion efficiente et participative, citoyenneté responsable, attitudes et comportements sensibles au genre et au VIH</p> <p>Effet 3.4 : Le Burundi dispose en 2018, d'un socle de protection sociale régi par des politiques et des stratégies adaptées, opérationnelles conformes aux normes et mises en oeuvre par des structures et institutions décentralisées performantes et crédibles qui offrent des prestations en faveur d'une plus grande proportion de la population et tenant compte de la dimension genre et des groupes vulnérables</p>
Présidence du groupe :	Lead: UNICEF, Co-lead: PAM, OMS
Membres du groupe (agences Nations Unies participantes) :	UNFPA, OMS, PAM, UNESCO, UNHCR, OCHA, ONUFEMMES, ONUSIDA, OIM, FAO, UNCDF
Durée du plan de travail :	2017-2018

SYNTHÈSE

Liens avec l'agenda global pour le développement et avec la vision nationale

L'intention stratégique de l'Axe 3 pour la période 2017-2018 est de contribuer à la réalisation des principes de l'Agenda 2030 de ne laisser personne derrière et de prendre soin d'abord des populations plus vulnérables. En même temps, l'Axe 3 de l'UNDAF continue d'appuyer la Vision Burundi 2025 d'une nation qui est composée de femmes et d'hommes en bonne santé, maîtrisant leur fécondité, bénéficiant de protection sociale, dotés d'une formation adaptée, de savoirs et de compétences pour vivre en paix et dans une grande cohésion sociale, libres de tout comportement et attitudes discriminatoires à l'égard des femmes, constituant une force de travail répondant aux besoins de l'économie et de la communauté.

Liens avec les priorités nationales et internationales:

Au plan national, l'Axe 3 de l'UNDAF s'appuie sur les Piliers 2 (Renforcement du Capital Humain), Pilier 5 (Démographie) et 6 (Cohésion sociale) de la Vision 2025 du Burundi. Il est également en lien avec le Chapitre 4 du CSLP II (Amélioration des taux d'accès et de la qualité des services de base et renforcement du socle de la protection sociale). Au plan international, il est en parfaite cohérence avec:

- i. Les ODD1 (radication de la pauvreté); ODD2 (lutte contre la faim) ; ODD3 (santé) ; ODD4 (éducation de qualité) ; ODD5 (égalité genre) ; ODD6 (eau et assainissement) ; ODD10 (réduction des inégalités);
- ii. Presque tous les articles de la Convention des Droits de l'Enfant (CRC);
- iii. Le Plan d'Action d'Addis Ababa sur le financement du Développement (AAAA) ;
- iv. Le Plan d'action de la Conférence internationale sur la population et le développement (CIPD).

Résultats attendus et bénéficiaires prévus

D'une manière générale, l'Axe 3 de l'UNDAF vise le renforcement du capital humain grâce à l'élargissement de la couverture des services sociaux de base. De manière spécifique, l'Axe 3 vise : (i) la réduction de la morbidité liée aux maladies transmissibles (y compris le VIH SIDA) et non transmissibles grâce au renforcement du système de santé et des mécanismes communautaires ; (ii) l'accès à une éducation inclusive de qualité qui tient compte des normes et standards internationaux ; (iii) l'élargissement de l'accès à un plus grand nombre de populations vulnérables aux services de protection sociale. L'ensemble des interventions de cet axe est orienté vers les enfants de tous âges, les femmes enceintes, les personnes vulnérables telles que les malades, les personnes vivant avec le VIH/SIDA, les enfants malnutris, les pauvres, les déplacés internes et les rapatriés, etc... Ces interventions couvrent toute l'étendue du territoire national et sont orientées aussi bien qu'en milieu urbain qu'en milieu rural.

Avantages et capacités comparatifs des Nations Unies

Huit agences disposant de toutes les compétences requises allant de la santé infantile à la santé maternelle, en passant par la santé de la reproduction, la prise en charge des personnes vivant avec le VIH, l'éducation, le renforcement des capacités des femmes et la mise en oeuvre des interventions de protection sociale. A titre d'exemple les agences telles que l'UNICEF, l'OMS, l'UNFPA, le PAM disposent de toutes les capacités techniques sur les questions de santé de la reproduction, maternelle, néonatale, infantile de l'Adolescent (SRMNIA) en situation de développement qu'en situation d'urgence. L'UNESCO, l'UNICEF, l'UNFPA, le PAM disposent suffisamment de compétences pour la prise en charge des questions d'éducation des enfants et des adultes. L'ONUSIDA, l'OMS, l'UNICEF possèdent également assez de compétences pour adresser les questions liées à la prévention et la lutte contre le VIH/SIDA chez les personnes de tous âges. L'UNHCR, OCHA et l'UNFPA pour les réponses en urgences, aux populations déplacées, réfugiées et autres. Le PAM, l'OMS, l'UNICEF, la FAO pour la lutte contre la malnutrition et plus spécifiquement l'Alimentation du Nourrisson et du Jeune Enfant (ANJE).

Questions transversales:

L'Axe 3 de l'UNDAF adresse également plusieurs questions transversales telles que le genre; les droits humains, le renforcement des capacités ; le VIH/SIDA, l'équité et les VBG. L'Axe 3 par essence vise à renforcer la satisfaction des droits humains notamment les droits sociaux économiques. En effet, les quatre effets de cet axe sont orientés vers l'élargissement de la couverture des services sociaux de base, notamment aux plus vulnérables. Toutes les huit agences intervenant sur cet axe y contribuent. Une autre approche transversale qui ressort le long de tous les effets et produits est le renforcement des capacités à travers le renforcement des systèmes (système de santé, système d'éducation, système de protection sociale) soit au niveau national, soit au niveau périphérique. On note plusieurs formations à l'endroit des agents de santé, des enseignants et des communautés. Toutes les agences s'inscrivent dans cette démarche. En outre, l'équité est également une approche suffisamment reflétée dans l'Axe 3 de l'UNDAF. La grande partie des interventions ciblent en général les populations vulnérables selon les thématiques (enfants, femmes enceintes, pauvres,...) et orientées surtout vers les milieux les plus défavorisés, notamment le milieu rural. Enfin, l'UNFPA, l'OMS, l'UNICEF, l'ONU-FEMME, l'UNESCO s'associent pour adresser les questions du genre, notamment celles relatives aux violences sexuelles basées sur le genre tant dans les communautés qu'en milieu scolaire à travers les produits 3.1.4 et 3.2.1.

Synergies et programmes conjoints:

Plusieurs opportunités de développement de programme conjoint existent. A titre d'exemple, dans le domaine de l'Education, le développement du préscolaire offre une plateforme pour travailler sur la problématique des jeunes adolescentes mères (UNICEF, UNFPA, UNESCO, ONU-FEMME). La formation des enseignants sur le curriculum d'enseignement organisée par le ministère de l'Education est également une opportunité pour aborder les questions liées au genre, à la planification familiale, à la consolidation de la paix, la santé de la reproduction, la santé de la mère, le renforcement du système statistique

national, bref, toutes les thématiques abordées sous cet axe. Les camps d'été soutenu à la fois par l'UNICEF et l'UNFPA peuvent s'intégrer pour plus de synergie et d'économie d'échelle. L'OMS, l'ONUSIDA, l'UNICEF, l'UNFPA peuvent davantage travailler ensemble sur les consultations foraines et autres campagnes de grandes masses relatives à la Planification Familiale, le dépistage de masse des cas de malnutrition, la santé de la mère et de l'enfant, la santé reproductive, la santé maternelle, le VIH,

le cancer du col de l'utérus. Toutes les campagnes menées au cours de l'année à l'endroit des mêmes communautés peuvent faire objet d'un projet conjoint.

Enfin, la protection sociale offre également une plateforme pour l'intégration des messages en lien avec les thématiques de l'Axe 3 ci-dessus abordées lors de la mise en oeuvre des projets de Cash Transfer ou des travaux à Haute Intensité de Main d'Oeuvre (HIMO).

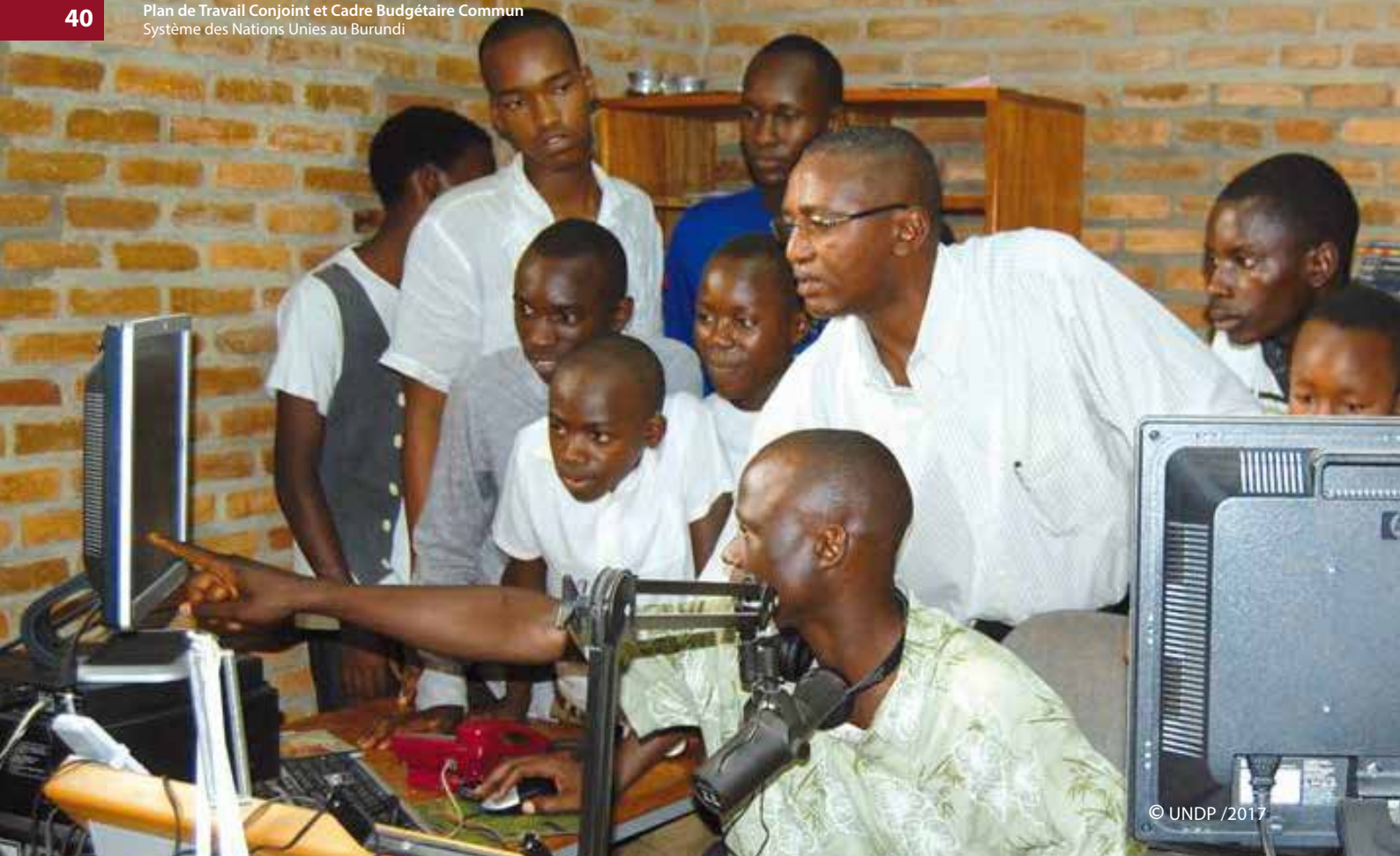
Cadre budgétaire commun

Total du budget estimé (en USD) :* \$ 129.684.093	
1. Budget financé (USD) :	\$ 61.407.093
2. Budget non financé (USD) :	\$ 68.277.000
Ventilation des contributions par sources de financement :	
Source(s)	Contributions (USD)
UNICEF	Total : 23.090.500 Disponibles : 8.959.500 A mobiliser : 14.131.000
UNFPA	Total : 6.709.900 Disponibles : 3.959.900 A mobiliser : 2.750.000
OMS	Total : 4.420.000 Disponibles: 3.836.000 A mobiliser : 584.000
ONUFEMMES	Total : 120.000 Disponible: 40.000 A mobiliser: 80.000
ONUSIDA	Total : 322.000 Disponbile: 202.000 A mobiliser: 120.000
UNESCO	Total : 594.000 Disponibles : 404.000 A mobiliser : 190.000
PAM	Total : 58.180.000 Disponible: 25.046.000 A mobiliser: 33.134.000
UNHCR	Total: 21.856.138 Disponible: 15.768.138 A mobiliser: 6.088.000
OIM	Total : 1.400.000 A mobiliser: 1.400.000
UNOCHA	Total : 1.800.000 A mobiliser: 1.800.000
FAO	Total : 10.050.000 Disponible: 2.050.000 A mobiliser: 8.000.000
UNCDF	Total : 1.141.555 Disponible: 1.141.555

* Le total de l'estimation du budget comprend les coûts directs du programme et les coûts indirects de soutien.

2 Liste d'abréviations

Abréviations	Définition du terme
ACD	Atteindre chaque District
ANJE	Alimentation du Nourrisson et du Jeune Enfant
ARV	Anti rétroviraux
CAMEBU	Central d'Achat des Médicaments du Burundi
CCM	Country Coordination Mechanisms
CMAM	Community Based Management of Acute Malnutrition
CPSD	Cadre de concertation et de partenariat pour la santé et le développement
EBSONU	Evaluation des besoins en SONU
EDS	Enquête Démographique de Santé
EVF/EMP	Education sexuelle et reproductive des adolescents et des jeunes
FARN	Foyer d'Apprentissage et de Réhabilitation Nutritionnelle
FOSA	Formation Sanitaire
ICN	International Conference on Nutrition
IST	Infection Sexuellement Transmissible
MILDA	Moustiquaire Imprégnée d'Insecticide à Longue Durée d'Action
MSPLS	Ministère de la Santé Publique et de la Lutte contre le Sida
ODD	Objectifs pour le Développement Durable
PCIME	Prise en charge des maladies de l'enfant
PF	Planification familiale
PTME	Prévention de la transmission du VIH de la mère à l'enfant
REACH	Renew Effort Against Child Hunger and Undernutrition
RSI	Règlement Sanitaire International
SARA	Service Availability and Readiness Assessment
SEP/CNLS	Secrétariat Exécutif Permanent du Conseil National de Lutte contre le Sida
SNIS	Système National information sanitaire
SONU	Soins Obstétricaux et Néonataux d'Urgence
SRAJ	Santé Reproductive des Adolescents et des jeunes
SRMNIA	Santé de la reproduction, maternelle, néonatale, infantile de l'Adolescent
SRO	Serum de Rehydratation orale
SSME	Services de santé de la mère et de l'enfant
SUN	Scale Up Nutrition
SIMR	Surveillance intégrée des maladies et riposte
TME	Transmission mère enfant
TMN	Tétanos maternel et néonatal
TPIg	Traitement préventif Intermittent sur grossesse
UNGAS	United Nations General Assembly Special Session
VBG	Violence basée sur le genre
VIH/SIDA	Virus de l'Immunodéficience Humaine / Syndrome de l'Immunodéficience Acquise
VSB	Violence Basée sur le Genre
VSBG	Violences sexuelles basées sur le genre



© UNDP /2017

3 Plan de travail conjoint biennuel et détails du cadre budgétaire commun

Axe 3 : Amélioration de l'accessibilité et de la qualité des services sociaux de base et renforcement du socle de protection sociale

UNDAF Effet 3.1 : En 2018, le système de santé du Burundi permet d'atteindre des couvertures élevées des interventions à haut impact à faible coût et de qualité (vaccination, contraception, pratiques d'hygiène, maternité à moindre risque, etc.) pour réduire la morbidité liée aux maladies transmissibles et non transmissibles ; les communautés (hommes et femmes) sont habilitées pour s'approprier la lutte contre la malnutrition et les autres stratégies sanitaires y compris l'accès équitable à l'eau potable et aux infrastructures d'assainissement de base

Indicateurs/Données de base/Cibles d'Effets/Moyens de vérification

(1) Taux d'enfants complètement vaccinés

Donnée de base : 83 % (2012) ;

Cible : 98 % (2018)

Moyens de vérification : Annuaire statistique du MSPLS +EDS

(2) Taux d'insuffisance pondérale chez les enfants de 0 à 5 ans

Donnée de base : 29 % (2010) ;

Cible : 21% (2018)

Moyen de vérification : EDS 2010 et 2016

(3) Pourcentage des besoins satisfaits en planification familiale

Donnée de base : 21,9 % (2012) ;

Cible : 40 % (2018)

Moyen de vérification : Annuaire statistique du MSPLS

(4) Taux de fécondité chez les adolescentes (10-14, 15-19)

Donnée de base : ND pour les 10-14 ans, 65 pour mille (15-19 ans, EDS 2010) ;

Cible : 40 pour mille (2018)

Moyen de vérification : EDS

Produits	Entité ONU	Indicateurs, données de base, cibles	Moyens de vérification	Cadre budgétaire commun	
				Ressources disponibles(USD)	Ressources à mobiliser = écart de financement (USD)
Produit 3.1.1 Les capacités techniques et logistiques du secteur santé sont renforcées pour assurer la Planification, la coordination, le suivi et le contrôle des interventions y compris la surveillance des maladies et la production des évidences sur les tendances	OMS, UNICEF, UNFPA	Existence des plans d'action annuels du MSPLS appuyés Données de base 2016 : 1 Cibles en 2018 : 2 Nombre de réunions des groupes thématiques du CPSD organisés par an Donnée de base 2012 : 0 Cible 2018 : 20 Nombre d'enquêtes appuyées Donnée de base 2012 : 1 Cible en 2018 : 6 Proportion de structures de soins n'ayant pas connu de rupture de stock de médicaments (SRO, ACT enfant de 1-5ans) traceurs au cours des 30 derniers jours Donnée de base SRO : 3,5 % ACT 2014 : 11,7 % Cible en 2018 : SRO : >1 ; ACT>5 %	Document Plans Action Compte rendus des réunions Rapport des enquêtes Enquête SARA et enquêtes FOSA (Ministère de la Santé)	\$USD 1.122.621	\$USD 545.000
Activités	Agence ONU	Ressources disponibles	Ressources à mobiliser = écart de financement (USD)		
Activité 3.1.1.1 Contribuer à la réalisation des enquêtes et évaluations nationales en santé et nutrition: EDSIII, SARA ⁴ , Enquête de couverture vaccinale, Enquête sur la sécurisation des produits de santé de la reproduction, Enquête d'efficacité thérapeutique des ACT, CNS	OMS, UNICEF, UNFPA	UNICEF : 200.000 OMS : 160.000 UNFPA : 348.621	UNICEF : 100.000 OMS : 100.000 UNFPA : 15.000		
Activité 3.1.1.2 Contribuer au renforcement des capacités techniques et logistiques du système national d'approvisionnement en médicaments et matériel médical au niveau central (CAMEBU) et périphérique	OMS, UNICEF	UNICEF : 150.000 OMS : 10.000	UNICEF : 100.000 OMS : 30.000		
Activité 3.1.1.3 Renforcer les capacités techniques et logistiques du niveau central et opérationnel pour : (i), mettre en oeuvre les activités en rapport avec le Règlement Sanitaire International (RSI) ; (ii) la surveillance intégrée des maladies et riposte (SIMR) et (iii) la préparation et la réponse aux urgences	OMS, UNICEF, UNFPA	UNICEF : 50.000 OMS : 10.000 UNFPA : 0	UNICEF : 50.000 OMS : 30.000 UNFPA : 10.000		
Activité 3.1.1.4 Assurer le renforcement des capacités techniques et logistiques des Equipes au niveau national, cadre des districts sanitaires et des provinces dans la planification, le suivi et l'évaluation des activités	OMS, UNICEF, UNFPA	UNICEF : 50.000 OMS : 20.000 UNFPA : 5.000	UNICEF : 100.000 UNFPA : 10.000		
Activité 3.1.1.5 Apporter un appui technique aux structures de coordination nationales (CPSD/Groupes thématiques, ICN du SNIS) et à l'évaluation des activités y compris la supervision des prestataires, la formation des prestataires au monitoring des activités et la multiplication des outils de collecte des données	OMS, UNICEF, UNFPA	UNICEF : 50.000 OMS : 20.000 UNFPA : 49.000	UNICEF : 100.000		

⁴ Service Availability and Readiness Assessment

Produits	Entité ONU	Indicateurs, données de base, cibles	Moyens de vérification	Cadre budgétaire commun	
				Ressources disponibles(USD)	Ressources à mobiliser = écart de financement (USD)
Produit 3.1.2 Les interventions à haut impact sur la réduction de la mortalité infantile et de la promotion de la santé maternelle et infantile, y compris l'introduction de nouveaux vaccins, la PCIME sont renforcées et mises à échelle	OMS, UNICEF, UNFPA	Nombre de nouveaux vaccins introduits Données de base 2012 : 2 Cibles en 2018 : 6 Pourcentage d'enfants Allaités exclusivement jusqu'à 6 mois Données de base 2012 : 69 % Cibles en 2018 : 80 % Proportion de ménages ayant reçu les MILDA Données de base 2012 : 52,6 % Cibles en 2018 : 80% % de femmes enceintes ayant reçu trois doses de TPIg Données de base 2012 : ND Cibles en 2018 : 80 %	Annuaire statistique du MSPLS EDS Rapport de distribution Annuaire statistique du MSPLS	\$USD 3.756.000	\$USD 395.000
Activités			Agence ONU	Ressources disponibles	Ressources à mobiliser = écart de financement (USD)
Activité 3.1.2.1 Contribuer à l'organisation des activités de vaccination de routine et supplémentaire (y compris la SSME) y compris l'introduction des nouveaux vaccins : seconde dose de vaccin contre la rougeole, vaccin contre le Rotavirus, contre le cancer du col, la mise en oeuvre de la stratégie ACD et des activités de maintien de l'élimination du TMN			UNICEF, OMS, UNFPA	UNICEF : 60.000 OMS : 3.161.000	UNICEF : 50.000 UNFPA : 10.000
Activité 3.1.2.2 Appuyer la mise en oeuvre de la prise en charge communautaire des maladies notamment la diarrhée et le paludisme			UNICEF, OMS	UNICEF : 350.000	UNICEF : 250.000 OMS : 25.000
Activité 3.1.2.3 Renforcer les capacités nationales dans la mise en oeuvre et le suivi de la PCIME clinique et communautaires ainsi que les activités de Développement intégré du jeune enfant (DIJE)			UNICEF, OMS	UNICEF : 50.000 OMS : 15.000	UNICEF : 40.000
Activité 3.1.2.4 Contribuer à la lutte contre le paludisme par la mise en oeuvre des activités de prévention et de prise en charge (distribution des moustiquaires imprégnée d'insecticide, TPI, C4D)			UNICEF, OMS, UNFPA	UNICEF : 80.000 OMS : 40.000	UNICEF : 10.000 UNFPA : 10.000

Produits	Entité ONU	Indicateurs, données de base, cibles	Moyens de vérification	Cadre budgétaire commun	
				Ressources disponibles(USD)	Ressources à mobiliser = écart de financement (USD)
Produit 3.1.3 La sensibilisation en matière de planification familiale et le dividende démographique est augmentée, et les capacités nationales sont renforcées en vue d'améliorer la couverture, l'utilisation et l'accessibilité de services de qualité de planification familiale, particulièrement pour les populations vulnérables y compris en situation d'urgence	OMS, PAM, UNFPA, UNICEF	Proportion de structures publiques de soins offrant au moins deux méthodes modernes de longue durée d'action de PF Données de base 2012 : 40 % Cibles : 80 % (déjà atteint) Proportion de structures de soins n'ayant pas connu de rupture de stock de contraceptifs au cours des 3 derniers mois Données de base 2015 : 60.9 % Cible en 2018 : 70 %	Rapport du MSPLS	\$USD 2.845.217	\$USD 1.970.000
Activités	Agence ONU			Ressources disponibles	Ressources à mobiliser = écart de financement (USD)
Activité 3.1.3.1 Renforcer les capacités techniques et logistiques des partenaires de mise en oeuvre par la sécurisation des contraceptifs à travers la formation, l'équipement et l'octroi des produits et le suivi	UNFPA			UNFPA : 1.271.838	UNFPA : 500.000
Activité 3.1.3.2 Appuyer l'accès géographique des populations particulièrement les vulnérables y compris en situation d'urgence aux services de planification familiale par la stratégie avancée, la distribution à base communautaire des contraceptifs et la mise en place des postes secondaires	UNFPA, PAM			UNFPA : 200.000 PAM : 46.000	UNFPA : 300.000 PAM : 100.000
Activité 3.1.3.3 Appuyer le plaidoyer et la sensibilisation sur la planification familiale et dividende démographique ciblant particulièrement les autorités politiques, les religieux, les jeunes et les hommes en vue d'accroître l'accès et l'utilisation des services de la PF	UNFPA, OMS, UNICEF, PAM			UNICEF : 40.000 OMS : 10.000 UNFPA : 600.000	UNICEF : 20.000 UNFPA : 400.000
Activité 3.1.3.4 Appuyer l'offre des services de PF de qualité par la formation des prestataires en technologie contraceptive, intégration de la PF en post partum, vaccination et prise en charge nutritionnelle	UNFPA, OMS, PAM			UNFPA : 642.379 OMS : 5.000 PAM : 30.000	UNFPA : 650.000
Produits	Entité ONU	Indicateurs, données de base, cibles	Moyens de vérification	Cadre budgétaire commun	
				Ressources disponibles(USD)	Ressources à mobiliser = écart de financement (USD)
Produit 3.1.4 Les structures sanitaires disposent des capacités techniques et logistiques renforcées pour offrir les services et soins de qualité, en SRMNIA (Santé de la reproduction, maternelle, néonatale, infantile de l'Adolescent) et en réponse au VBG, y compris en situation humanitaire	OMS, UNICEF, UNFPA, ONUFEMMES, PNUD, ODH, UNCDF	Proportion des hôpitaux qui pratiquent la surveillance des décès maternels et la reposit Données de base 2012 : 24 % Cibles en 2012 : 80 %	Rapport annuel du comité national SDMR	\$USD 1.665.117	\$USD 1.200.000

Produits	Entité ONU	Indicateurs, données de base, cibles	Moyens de vérification	Cadre budgétaire commun	
				Ressources disponibles(USD)	Ressources à mobiliser = écart de financement (USD)
Produit 3.1.4 Les structures sanitaires disposent des capacités techniques et logistiques renforcées pour offrir les services et soins de qualité, en SRMNIA (Santé de la reproduction, maternelle, néonatale, infantile de l'Adolescent) et en réponse au VBG, y compris en situation humanitaire	OMS, UNICEF, UNFPA, ONUFEMMES, PNUD, ODH, UNCDF	Proportion de structures de soins qui offrent la PCIME Clinique Données de base 2016 : 43 % Cibles en 2018 : 60 %	Rapport d'enquête FOSA	\$USD 1.665.117	\$USD 1.200.000
		Proportion de districts sanitaires utilisant un système de TIC basé sur les Rapid-SMS Données de base 2012 : 0 Cibles en 2018 : 100	Annuaire statistique sanitaire		
		Proportion de structures de soins offrant des services adaptés aux besoins des adolescents et des jeunes selon les standards de l'OMS Données de base 2014 : 6 % Cibles en 2018 : 20 %	Rapport d'enquête FOSA		
		Nombre de femmes traitées pour les fistules obstétricales par an Données de base 2012 : 200 Cibles en 2018 : 1500	Annuaire statistique sanitaire		
		Nombre des structures de soins assurant les SONU Donnée de base : 22 en 2010 selon l'EBSONU Cibles en 2018 : 124	Rapport monitoring SONU		
		Nombre de centres spécialisés offrant les services complets aux survivants des VBG Données de base 2016 : 1 Cibles en 2018 : 4	Rapports de réalisation du Ministère de la santé		
Activités			Agence ONU	Ressources disponibles	Ressources à mobiliser = écart de financement (USD)
Activité 3.1.4.1 Appuyer la planification stratégique, les mécanismes de coordination, suivi/évaluation SRMNIA			UNICEF, UNFPA, OMS	UNICEF: 25.000 OMS: 20.000 UNFPA: 10.000	UNICEF: 20.000 OMS: 20.000 UNFPA: 10.000
Activité 3.1.4.2 Appuyer la prévention, la prise en charge médicale et la réinsertion psychosociale des femmes opérées des fistules obstétricales			UNFPA, OMS	UNFPA: 189.000	UNFPA: 300.000
Activité 3.1.4.3 Renforcer le plateau technique des formations sanitaires sur l'offre des SONU par la formation, les produits et équipement de santé de la reproduction et le monitoring des SONU			UNICEF, UNFPA, OMS, UNCDF	UNICEF : 15.000 OMS : 25.000 UNFPA : 55.715 UNCDF : 811.555	UNICEF : 15.000 OMS : 30.000 UNFPA : 50.000

Activités	Agence ONU	Ressources disponibles	Ressources à mobiliser = écart de financement (USD)		
Activité 3.1.4.4 Appuyer la mise en oeuvre de la surveillance des décès maternels et la riposte y compris l'utilisation des nouvelles technologies	UNICEF, UNFPA, OMS	OMS : 10.000 UNFPA : 25.000 UNICEF : 150.000	UNFPA : 30.000		
Activité 3.1.4.5 Renforcer les capacités des structures sanitaires et centres spécialisés dans la prise en charge des cas des violences sexuelles et santé de reproduction en situation humanitaire	UNFPA, ONUFEMME	UNFPA : 20.000 ONUFEMME : 20.000	UNFPA : 30.000 ONUFEMME : 20.000		
Activité 3.1.4.6 Renforcement de capacités des enseignants de l'école fondamentale et post fondamentale sur l'intégration de la santé sexuelle et reproductive des jeunes et adolescents à travers la campagne zéro grossesse à l'école et les programmes de santé scolaire	UNICEF, UNFPA, OMS	UNICEF : 60.000 OMS : 10.000 UNFPA : 128.847	UNICEF : 60.000		
Activité 3.1.4.7 Conduire une recherche au niveau communautaire sur la masculinité positive et mettre en oeuvre les recommandations de l'étude	ONUFEMME	ONUFEMME : 5.000			
Activité 3.1.4.8 Appuyer la collecte de données sur les VSBG et la diffusion de l'information sur une base régulièrement	ONUFEMME, UNFPA, UNICEF	ONUFEMME : 15.000 UNFPA : 10.000	ONUFEMME : 30.000 UNFPA : 5.000 UNICEF : 25.000		
Activité 3.1.4.9 Apporter un appui aux unités décentralisées de police des mineurs et protection des moeurs en charge de la lutte contre les VSBG ainsi qu'aux chambres spécialisées pour assistance aux cas de VSB pour les rendre opérationnelles	UNICEF, UNFPA	UNICEF : 55.000 UNFPA : 5.000	UNICEF : 45.000 UNFPA : 10.000		
Produits	Entité ONU	Indicateurs, données de base, cibles	Moyens de vérification	Cadre budgétaire commun	
				Ressources disponibles(USD)	Ressources à mobiliser = écart de financement (USD)
Produit 3.1.5 Une stratégie multisectorielle et à base communautaire de lutte contre les formes de malnutrition chronique et aigue est adoptée par le Gouvernement et mise en oeuvre	PAM	Existence d'une stratégie multisectorielle (d'une stratégie nationale de lutte contre la malnutrition chronique, de lutte contre les formes de malnutrition chronique et aigue, stratégie nationale de fortification des aliments) Valeur de base 2012 : 0 Cibles en 2018 : 1 Existence d'un plan National pour la promotion de l'Alimentation du Nourrisson et du Jeune Enfant (ANJE) Valeur de base 2012 : 0 Cible 2018 : 1	Document de la stratégie nationale Document du plan national pour la promotion de l'ANJE	\$USD 9.145.000	\$USD 14.186.000
Activités	Agence ONU	Ressources disponibles	Ressources à mobiliser = écart de financement (USD)		
Activité 3.1.5.1 Appuyer l'élaboration et la mise en oeuvre : (i) d'une stratégie nationale de lutte contre la malnutrition chronique ; (ii) du plan National pour la promotion de l'Alimentation du Nourrisson et du Jeune Enfant (ANJE) ; (iii) d'une stratégie nationale de fortification des aliments	UNICEF, PAM	PAM : 5.000 UNICEF : 50.000	PAM : 11.000		

Activités	Agence ONU	Ressources disponibles	Ressources à mobiliser = écart de financement (USD)		
Activité 3.1.5.2 Renforcer le Plaidoyer pour : (i) la mise en place d'un cadre de gestion de haut niveau et de coordination multisectorielle ; (ii) l'élaboration d'une stratégie nationale de nutrition et de sécurité alimentaire ; (iii) de l'adhésion du Burundi à l'initiative mondiale de lutte contre la malnutrition chronique : SUN, REACH	UNICEF, OMS, PAM, FAO	UNICEF : 65.000 OMS : 5.000 PAM : 30.000 FAO : 150.000	UNICEF : 65.000 OMS : 5.000 PAM : 40.000		
Activité 3.1.5.3 Contribuer à la mise à échelle de la prise en charge de la malnutrition aiguë selon l'approche communautaire (CMAM) et de l'approche de déviance positive basée sur les Foyer d'Apprentissage et de Réhabilitation Nutritionnelle (FARN) ; ainsi qu'à la supplémentation nutritionnelle des femmes enceintes et allaitantes	UNICEF, OMS, PAM, FAO, UNCDF	FAO : 1.500.000 UNICEF : 1.700.000 OMS : 5.000 FAO : 400.000 PAM : 5.000.000 UNCDF : 50.000	FAO : 8.000.000 UNICEF : 1.000.000 OMS : 5.000 PAM : 5.000.000		
Activité 3.1.5.4 Appuyer la mise en oeuvre d'un plan de communication pour la promotion de 6 pratiques familiales clefs : lavage des mains au savon, allaitement exclusif, utilisation des moustiquaires imprégnées d'insecticide, alimentation de complément, traitement de la diarrhée avec le Zinc et le SRO, reconnaissance des signes de danger et référence	UNICEF, OMS, PAM	PAM : 45.000 UNICEF : 130.000 OMS : 10.000	PAM : 30.000 UNICEF : 30.000		
Produits	Entité ONU	Indicateurs, données de base, cibles	Moyens de vérification	Cadre budgétaire commun	
				Ressources disponibles(USD)	Ressources à mobiliser = écart de financement (USD)
Produit 3.1.6 La stratégie nationale de promotion de l'accès équitable et durable à l'eau potable et aux infrastructures adéquates d'assainissement et les bonnes pratiques d'hygiène sont mises en oeuvre	UNICEF, UNHABITAT, PAM, OMS, UNCDF	Taux d'accès à l'eau potable Milieu urbain : Donnée de base 2012 : 85 % Cible en 2018 : 95 % Milieu rural : Donnée de base 2012 : 60 % Cible en 2018 : 75 % Taux d'accès à l'assainissement Milieu urbain : Donnée de base 2014 : 27 % Cible en 2018 : 60 % Milieu rural : Donnée de base 2014 : 15 % Cible en 2018 : 30 %	Rapport du Ministère sectoriel	\$USD 1.185.000	\$USD 340.000
Activités	Agence ONU	Ressources disponibles	Ressources à mobiliser = écart de financement (USD)		
Activité 3.1.6.1 Appuyer techniquement et financièrement l'évaluation des facteurs de risque liés à l'environnement et leur effet sur la santé de la population ; l'élaboration et la mise en oeuvre du plan national d'actions conjointes entre le Ministère en charge de la santé et celui en charge de l'environnement et l'élaboration d'une stratégie nationale de gestion des déchets biomédicaux	UNICEF, OMS	UNICEF : 100.000 OMS : 10.000	UNICEF : 100.000 OMS : 20.000		
Activité 3.1.6.2 Promouvoir l'accès équitable et durable à l'eau potable et aux infrastructures adéquates d'assainissement et les bonnes pratiques d'hygiène dans les écoles et centres de santé y compris dans les communautés et en situation d'urgence	UNICEF, PAM, UNCDF	PAM : 675.000 UNICEF : 100.000 UNCDF : 280.000	UNICEF : 200.000		
Activité 3.1.6.3 Renforcer les capacités techniques et de gestion du secteur de l'eau, de l'assainissement et de promotion de l'hygiène	UNICEF, UNCDF	UNICEF : 20.000 UNCDF : 20.000	UNICEF : 20.000		

Produits	Entité ONU	Indicateurs, données de base, cibles	Moyens de vérification	Cadre budgétaire commun	
				Ressources disponibles(USD)	Ressources à mobiliser = écart de financement (USD)
Produit 3.1.7 D'ici 2018, les capacités de coordination, leadership et gestion des situations d'urgences et de catastrophes sont renforcées	UNICEF, UNFPA, OMS, PAM, UNHCR, OCHA	Existence d'un système d'alerte précoce en gestion des catastrophes fonctionnel Donnée de base 2016 : 0 Cible en 2018 : 1 Existence d'un système de suivi de l'évolution des situations d'urgences et des besoins humanitaires fonctionnel Donnée de base 2016 : 0 Cible en 2018 : 1 Proportions des urgences déclarées sont répondues Donnée de base 2016 : 100 % Cible : 100 %	Rapport d'analyse du secteur Rapport sectoriel Rapport de la situation	\$USD 2.050.000	\$USD 1.495.000
Activités	Agence ONU	Ressources disponibles	Ressources à mobiliser = écart de financement (USD)		
Activité 3.1.7.1 Apporter un appui logistique à la gestion des urgences et des catastrophes	UNICEF, UNFPA, OMS, PAM, UNHCR	UNICEF : 200.000 OMS : 30.000 UNFPA : 50.000 PAM : 1.500.000 UNHCR : 80.000	UNICEF : 200.000 OMS : 15.000 UNFPA : 150.000 PAM : 500.000 UNHCR : 500.000		
Activité 3.1.7.2 Renforcer les capacités des FOSA et du niveau Communautaire (formations des prestataires de soins et des relais communautaires sur la gestion des épidémies)	UNICEF, UNFPA, OMS	UNICEF : 90.000 OMS : 35.000	UNICEF : 90.000 UNFPA : 35.000		
Activité 3.1.7.3 Renforcer le système de surveillance et d'alertes précoces (réunions de coordination, collecte et diffusion des données)	UNICEF, UNFPA, OMS, PAM	PAM : 20.000 UNFPA : 10.000 OMS : 15.000 UNICEF : 20.000	OMS : 5.000		
UNDAF Effet 3.2 : En 2018, les institutions centrales et décentralisées sont renforcées pour offrir des services de qualité équitables pour améliorer la couverture en ARV, la prévention au sein des groupes à haut risque ainsi que les soins pédiatriques et l'élimination de la transmission mère – enfant du VIH selon une approche multisectorielle coordonnée avec une pleine contribution des bénéficiaires - y compris les personnes vivant avec le VIH - et de la communauté qui adoptent des comportements responsables sans stigmatisation					
Indicateurs/Données de base/Cibles d'Effets/Moyens de vérification Pourcentage de femmes enceintes séropositives à qui l'on a administré des ARV pour réduire le risque de transmission mère – enfant Données de base : 38 % (2012) Cible : 85 % (2018) Moyens de vérification : Rapport DSNIS, Rapport SEP/CNLS					
(1) Taux de couverture en ARV chez les adultes Données de base : 60 % (2012) Cible : 80 % (2018) Moyens de vérification : Rapport UNGAS					
(2) Taux de couverture en ARV chez les enfants Données de base : 12 % (2012) Cible : 90 % (2018) Moyens de vérification : Rapport UNGAS					
(3) % de nouveaux nés de mères séropositives ayant bénéficié d'un dépistage précoce dans les deux mois suivant la naissance Données de base : 17.6 % (2013) Cible : 60 % (2018) Moyens de vérification : Rapport SNIS, Rapport SEP/CNLS, Rapport UNGAS					

Produits	Entité ONU	Indicateurs, données de base, cibles	Moyens de vérification	Cadre budgétaire commun	
				Ressources disponibles(USD)	Ressources à mobiliser = écart de financement (USD)
Produit 3.2.1 Les connaissances et les compétences à la vie des adolescents et jeunes (10-14 ans et 15-24 ans) sont améliorées en vue d'un accès et utilisation des services adaptés à leurs besoins en appuyant, en même temps, la cohésion sociale et de consolidation de la paix chez les jeunes et les adolescents	UNFPA, UNICEF, OMS UNESCO	Pourcentage de jeunes âgés de 15-24 ans qui, à la fois, identifient correctement les moyens de prévenir la transmission sexuelle du VIH et rejettent les principales idées fausses concernant la transmission du virus Données de base : 45 %(F) et 47 %(H) (EDS 2010) Cible en 2018 : 75 % (F) et 75 % (H) Pourcentage des jeunes de 15-24 ans ayant fait un dépistage du VIH Données de base : 33.6 % F et 22.9 % G (EDS 2010) Cible en 2018 : 50 % F et G	EDS et Enquête socio comportementale VIH	\$USD 692.500	\$USD 266.000
Activités	Agence ONU	Ressources disponibles	Ressources à mobiliser = écart de financement (USD)		
Activité 3.2.1.1 Renforcer les capacités des structures de santé et d'encadrement des jeunes pour améliorer l'accès à l'information et aux services conviviaux en matière de santé sexuelle et reproductive des adolescents et des jeunes	UNICEF, OMS, UNFPA, ONUSIDA	UNICEF : 180.000 OMS : 15.000 UNFPA : 144.500 ONUSIDA : 10.000	UNICEF : 8.000 OMS : 25.000 ONUSIDA : 10.000		
Activité 3.2.1.2 Appuyer les programmes d'intervention en matière d'éducation sexuelle et reproductive, prévention du VIH et lutte contre les VBG particulièrement les adolescentes marginalisées	UNFPA, UNICEF, OMS, UNESCO, ONUSIDA	UNICEF : 38.000 UNESCO : 50.000 UNFPA : 80.000 ONUSIDA : 5.000	UNICEF : 38.000 UNESCO : 50.000 ONUSIDA : 5.000		
Activité 3.2.1.3 Renforcer l'offre des services de SRAJ par stratégie mobile en faveur des adolescents et jeunes autour des activités de masse (sportives, camps de travail ...)	UNFPA, UNICEF, OMS, UNESCO	UNICEF : 30.000 UNESCO : 50.000 UNFPA : 30.000	UNICEF : 30.000 UNESCO : 50.000 UNFPA : 50.000		
Activité 3.2.1.4 Développer une stratégie de renforcement des « compétences à la vie » d'accès et d'utilisation des services conviviaux en dehors du milieu scolaire en faveur des adolescents et jeunes	UNFPA	UNFPA : 10.000			
Activité 3.2.1.5 Appuyer les activités de cohésion sociale et de consolidation de la paix chez les jeunes et les adolescents autour des activités de masse (sportives, camps de travail ...) combinées à l'offre des services de SRAJ par stratégie mobile	UNFPA	UNFPA : 50.000			
Produits	Entité ONU	Indicateurs, données de base, cibles	Moyens de vérification	Cadre budgétaire commun	
				Ressources disponibles(USD)	Ressources à mobiliser = écart de financement (USD)
Produit 3.2.2 Les services de santé disposent des capacités techniques et logistiques renforcées pour augmenter les couvertures ARV et la prise en charge des IST	OMS, ONUSIDA, PAM, UNICEF, UNFPA	% de structures de soins disposant de prestataires formés sur la prise en charge des IST suivant les nouvelles directives nationales 2016 Données de base 2016 : 0 Cible en 2018 : 100 %	Rapport DSNIS	\$USD 709.962	\$USD 2.135.000

Produits	Entité ONU	Indicateurs, données de base, cibles	Moyens de vérification	Cadre budgétaire commun	
				Ressources disponibles(USD)	Ressources à mobiliser = écart de financement (USD)
Produit 3.2.2 Les services de santé disposent des capacités techniques et logistiques renforcées pour augmenter les couvertures ARV et la prise en charge des IST	OMS, ONUSIDA PAM UNICEF UNFPA	<p>Pourcentage de structures de soins ayant des infirmiers formés sur la prescription des ARV Données de base 2012 : 44.5 % Cible en 2018 : 80 %</p> <p>Nombre de personnes sous ARV ayant bénéficié d'un appui nutritionnel Données de base 2012 : 3.365 Cible en 2018 : 3.000</p> <p>Proportion de structures de soins n'ayant pas connu de rupture de stock de médicaments (SRO, ACT enfant de 1-5ans) traceurs au cours des 30 derniers jours Donnée de base SRO : 3,5 % ACT : 11,7 % (2014) Cible en 2018 : SRO : >1 ACT>5 %</p>	Rapport DSNIS Enquete FOSA / Enquete SARA	\$USD 709.962	\$USD 2.135.000
Activités	Agence ONU	Ressources disponibles	Ressources à mobiliser = écart de financement (USD)		
Activité 3.2.2.1 Fournir un appui à la mise à jour et la vulgarisation des normes et stratégies pour la prévention, dépistage, soins et traitement du VIH et des IST conformément aux recommandations de l'OMS de 2015 (VIH) et 2016 (IST)	OMS, ONUSIDA, UNFPA	OMS : 150.000 ONUSIDA : 5.000 UNFPA : 5.000	ONUSIDA : 10.000		
Activité 3.2.2.2 Apporter un appui nutritionnel aux PVVIH pour assurer leur adhésion aux ARV	PAM, ONUSIDA, , UNHCR	PAM : 500.000 ONUSIDA : 2.000 UNHCR : 7.962	PAM : \$2.000.000 UNHCR : \$10.000		
Activité 3.2.2.3 Renforcer les capacités des prestataires (formation supervision) pour l'effectivité de la délégation des tâches et l'intégration des services	OMS, ONUSIDA, UNICEF, UNFPA	UNICEF : 25.000 ONUSIDA : 5.000	OMS : \$10.000 UNFPA : \$20.000 ONUSIDA : 5.000		
Activité 3.2.2.4 Renforcer les capacités nationales de monitoring et de quantification des intrants VIH et IST	OMS, ONUSIDA	ONUSIDA : 5.000	OMS : 70.000 ONUSIDA : 5.000		
Produits	Entité ONU	Indicateurs, données de base, cibles	Moyens de vérification	Cadre budgétaire commun	
				Ressources disponibles(USD)	Ressources à mobiliser = écart de financement (USD)
Produit 3.2.3 Les services de santé disposent de capacités techniques et logistiques pour accroître la couverture ARV chez les enfants, les adolescentes et réduire la PTME	UNICEF, ONUSIDA, OMS, UNFPA,	<p>Pourcentage de CDS et hôpitaux ayant intégré la PTME dans les services SR Données de base 2012 : 44.5 % Cible en 2018 : 80 %</p> <p>Proportion de structures de sites PTME ayant été approvisionné en ARV et réactifs de dépistage VIH Données de base 2012 : 38.12 % Cible en 2018 : 95 %</p>	Rapport SNIS	\$USD 165.000	\$USD 168.000

Activités		Agence ONU	Ressources disponibles	Ressources à mobiliser = écart de financement (USD)
Activité 3.2.3.1 Renforcer les capacités des prestataires, des centres de santé et des réseaux communautaires dans la mise en oeuvre intégrée de la PTME ; y compris la promotion de la participation des hommes à la PTME et la mise en place et la distribution des ARV et des réactifs de dépistage du VIH/SIDA dans les sites PTME		UNICEF, UNFPA, OMS, ONUSIDA	UNICEF : 5.000 ONUSIDA : 20.000	OMS : 15.000 UNICEF : 3.000 UNFPA : 30.000 ONUSIDA : 10.000
Activité 3.2.3.2 Appuyer développement de document stratégique dans le domaine de la PTME		UNICEF, UNFPA, OMS, ONUSIDA	UNICEF : 45.000 OMS : 10.000 UNFPA : 5.000 ONUSIDA : 5.000	UNICEF : 15.000 OMS : 10.000 ONUSIDA : 5.000
Activité 3.2.3.3 Appuyer le pays pour l'élaboration et la mise en oeuvre du plan d'urgence pour accélérer l'accès aux ARV pour les enfants, les adolescents et réduire la TME en conformité aux initiatives mondiales (Start Free, stay free, AIDS free...)		UNICEF, UNFPA, OMS, ONUSIDA	UNICEF : 50.000 UNFPA : 5.000 OMS : 10.000 ONUSIDA : 10.000	UNICEF : 50.000 UNFPA : 10.000 OMS : 10.000 ONUSIDA : 10.000
Produits	Entité ONU	Indicateurs, données de base, cibles	Moyens de vérification	Cadre budgétaire commun
				Ressources disponibles(USD)
				Ressources à mobiliser = écart de financement (USD)
Produit 3.2.4 Les capacités de coordination des partenaires et les actions de plaidoyer pour une réponse multisectorielle efficace au VIH et intégrant le genre sont renforcées	OMS, ONUSIDA, UNICEF, UNFPA	Proportion des recommandations du CCM mis en oeuvre Données de base 2014 : 60 % Cible en 2018 : 100 % Nombre d'organisations de la société civile formées en leadership et management (et stratégie FAST TRACK) Données de base 2016 : 20 Cible en 2018 : 80 Taux d'exécution budgétaire du Plan d'action 2016-2017 du PSN: Données de base 2016 : 20 % Cible en 2018 : 80 %	Compte rendu des réunions d'évaluation Rapport de formation Rapport d'évaluation du plan stratégique de lutte contre le SIDA	\$USD 195.000
				\$USD 267.000
Activités	Agence ONU	Ressources disponibles	Ressources à mobiliser = écart de financement (USD)	
Activité 3.2.4.1 Apporter un appui technique aux mécanismes de coordination (réunion des partenaires, plateformes ; Plan conjoint ONUSIDA ; CCM ...)	OMS, ONUSIDA, UNFPA, UNICEF	OMS : 5.000 ONUSIDA : 10.000 UNFPA : 5.000 UNICEF : 5.000	OMS : 5.000 ONUSIDA : 10.000 UNFPA : 5.000 UNICEF : 5.000	
Activité 3.2.4.2 Fournir un appui technique pour l'élaboration des outils pour la mise en oeuvre de l'initiative start free, stay free, AIDS free	OMS, ONUSIDA, UNICEF	OMS : 5.000 ONUSIDA : 30.000 UNICEF : 5.000 UNFPA : 5.000	OMS : 10.000 ONUSIDA : 10.000 UNFPA : 10.000	
Activité 3.2.4.3 Appuyer la mise en place d'une campagne de prévention contre les violences sexuelles et la conduite d'une étude sous – régionale sur l'ampleur et les mobiles des violences sexuelles et une cartographie des travailleuses du sexe	UNFPA, ONUFEMMES, ONUSIDA	ONUSIDA : 15.000	UNFPA : 100.000 ONUWOMEN : 30.000 ONUSIDA : 5.000	

Activités	Agence ONU	Ressources disponibles	Ressources à mobiliser = écart de financement (USD)
Activité 3.2.4.4 Appuyer la revue et la mise à jour du plan stratégique VIH en tenant compte de la stratégie mondiale de lutte contre le VIH, de la politique « <i>treat all</i> »	OMS, ONUSIDA, UNICEF, PAM	UNICEF : 5.000 ONUSIDA : 50.000 PAM : 25.000	OMS : 10.000 ONUSIDA : 10.000 PAM : 25.000
Activité 3.2.4.5 Appuyer le pays dans la mobilisation des ressources pour la lutte contre le VIH/Sida selon le nouveau mécanisme de financement du GF	OMS, ONUSIDA	ONUSIDA : 30.000	OMS : 12.000 ONUSIDA : 20.000

UNDAF Effet 3.3 : En 2018, le Burundi dispose d'un système éducatif décentralisé, inclusif, doté de politiques prenant en compte les besoins de l'économie nationale et en conformité avec les standards régionaux et internationaux - accès équitable, qualité, gestion efficiente et participative, citoyenneté responsable, attitudes et comportements sensibles au genre et au VIH

Indicateurs, données de base, cibles, moyens de vérification

Ratio élèves – enseignant
Donnée de base : 53 (2012)
Valeur cible 49 (2018)

Moyens de vérification : Annuaire Statistique du Minéduc

Ratio élèves – classe

Donnée de base : 79 (2012)
Valeur cible : 49 (2018)

Moyens de vérification : Annuaire Statistique du Minéduc

Proportion d'écopliers bénéficiant de filets de sécurité (alimentation scolaire)

Donnée de base : 2 % (2014)
Valeur cible : 10 % (2018)

Moyens de vérification : Rapport annuel d'activité du programme

Produits	Entité ONU	Indicateurs, données de base, cibles	Moyens de vérification	Cadre budgétaire commun	
				Ressources disponibles(USD)	Ressources à mobiliser = écart de financement (USD)
Produit 3.3.1 Des politiques cohérentes d'éducation et de formation à tous les paliers sont formulées; le dispositif de pilotage et de coordination ainsi que les capacités institutionnelles et techniques sont renforcées	UNICEF, OMS, UNESCO, PAM	% de jeunes enfants bénéficiant des soins d'éveil et de stimulation de la petite enfance Données de base 2012 : 42 % Cible en 2018 : 90 % Nombre de documents de politiques élaboré/ révisés et adoptés Données de base 2012 : 2 Cible en 2018 : 4	Rapport d'activités Documents de politiques	\$USD 259.000	\$USD 200.000
Activités	Agence ONU	Ressources disponibles	Ressources à mobiliser = écart de financement (USD)		
Activité 3.3.1.1 Appuyer la vulgarisation et la mise en oeuvre du Plan sectoriel de Développement de l'Education et de la Formation	UNICEF, UNESCO	UNICEF : 20.000 UNESCO : \$18.000	UNICEF : 20.000 UNESCO : 20.000		
Activité 3.3.1.2 Appuyer : (i) l'élaboration d'une politique de santé et d'alimentation en milieu préscolaire et scolaire ; et (ii) le développement d'une politique enseignante et de la politique nationale d'alphabétisation	UNICEF, UNESCO, PAM, OMS	UNICEF : 20.000 UNESCO : 86.000 PAM : 30.000 OMS : 5.000	UNICEF : 20.000 UNESCO : 50.000 PAM : 10.000		
Activité 3.3.1.3 Appuyer le Programme « Education et consolidation de la Paix » ainsi que la préparation et la réponse à l'éducation en situation d'urgence et de réduction des risques de catastrophes	UNICEF, UNESCO	UNICEF : 60.000 UNESCO : 20.000	UNICEF : 60.000 UNESCO : 20.000		

Produits	Entité ONU	Indicateurs, données de base, cibles	Moyens de vérification	Cadre budgétaire commun	
				Ressources disponibles(USD)	Ressources à mobiliser = écart de financement (USD)
Produit 3.3.2 Un programme de l'enseignement préscolaire est élaboré et un modèle adapté au contexte Burundais est expérimenté et validé	UNICEF	Existence d'un programme de l'enseignement préscolaire Données de base 2016 : 0 Cible en 2018 : 1 % d'enfants dans les structures préscolaires Données de base 2016 : 6 % Cible en 2018 : 15 % Nombre d'éducateurs formés sur le programme préscolaire Valeur de base 2016 : 300 Cible en 2018 : 1000	Annuaire statistique du Minéduc Rapport d'activités du Ministère de l'Education	\$USD 125.000	\$USD 500.000
Activités	Agence ONU			Ressources disponibles	Ressources à mobiliser = écart de financement (USD)
Activité 3.3.2.1 Appuyer l'élaboration, l'adoption, la diffusion et la mise en oeuvre du document de politique de Développement Intégré du Jeune Enfant (DIJE) et du programme préscolaire	UNICEF			UNICEF : 25.000	UNICEF : 15.000
Activité 3.3.2.2 Améliorer le cadre d'accueil et de développement du Jeune Enfant avec l'aménagement de 200 centres pre-scolaires	UNICEF			UNICEF : 45.000	UNICEF : 450.000
Activité 3.3.2.3 Mettre en place le mécanisme de Coordination Interministérielle Nationale du DIJE, consolider le comité intersectoriel technique du DIJE et renforcer les capacités des intervenants au niveau central et provincial	UNICEF			UNICEF : 30.000	UNICEF : 20.000
Activité 3.3.2.4 Formation des enseignants sur le programme préscolaire	UNICEF			UNICEF : 25.000	UNICEF : 15.000
Produits	Entité ONU	Indicateurs, données de base, cibles	Moyens de vérification	Cadre budgétaire commun	
				Ressources disponibles(USD)	Ressources à mobiliser = écart de financement (USD)
Produit 3.3.3 L'offre éducative est accrue et améliorée et des filets de sécurité sont mis en place pour assurer l'accès et le maintien des enfants à l'école en particulier les filles et les plus vulnérables	PAM, UNESCO, UNICEF, UNCDF	Proportion d'écoliers bénéficiant de filets de sécurité (alimentation scolaire) Données de base 2014 : 2 % Cible en 2018 : 10% Proportion d'écoliers en 1ère année dans l'enseignement de base Données de base 2012 : 27 % Cible en 2016 : 80 %	Annuaire statistique du MdE	\$USD 12.118.000	\$USD 5.085.000

Produits	Entité ONU	Indicateurs, données de base, cibles	Moyens de vérification	Cadre budgétaire commun	
				Ressources disponibles(USD)	Ressources à mobiliser = écart de financement (USD)
Produit 3.3.3 L'offre éducative est accrue et améliorée et des filets de sécurité sont mis en place pour assurer l'accès et le maintien des enfants à l'école en particulier les filles et les plus vulnérables	PAM, UNESCO, UNICEF, UNCDF	Rapport filles / garçons dans l'enseignement primaire (indice de parité) Données de base 2012 : 1 Cible en 2018 : 1 Taux de redoublement Données de base 2012 : 38,4 % Cible en 2018 : 8 % Taux d'abandon Données de base 2012 : 6,5 % Cible en 2018 : 3 % % d'enfants pris en charge en situation de catastrophe Données de base 2012 : 0 Cible en 2018 : 80 % Nombre d'élèves ayant bénéficié d'un appui à travers les cantines scolaires Données de base 2012 : 200.000 Cible en 2018 : 350.000	Annuaire statistique du MDE	\$USD 12.118.000	\$USD 5.085.000
Activités	Agence ONU	Ressources disponibles	Ressources à mobiliser = écart de financement (USD)		
Activité 3.3.3.1 Appuyer la mise en oeuvre des mesures de stimulation de la demande d'éducation des enfants les plus vulnérables	UNICEF	UNICEF : 14.000	UNICEF : 6.000		
Activité 3.3.3.2 Mettre en oeuvre un programme d'alimentation préscolaire et scolaire	UNICEF, PAM	PAM : 8.000.000 UNICEF : 5.000			
Activité 3.3.3.3 Augmenter l'offre d'éducation par la construction de nouvelles écoles et la réhabilitation des écoles endommagées suivant les normes de "l'école amie de l'enfant" ainsi que l'approvisionnement en matériel scolaire	UNICEF, UNCDF	UNICEF : 4.000.000 UNCDF : 150.000	UNICEF : 5.000.000		
Activité 3.3.3.4 Améliorer la qualité de l'éducation suivant le modèle <i>Ecole amie des Enfants</i>	UNICEF	UNICEF : 9.000	UNICEF : 9.000		
Activité 3.3.3.5 Appuyer le programme d'approvisionnement des écoles en eau potable	UNICEF	UNICEF : 90.000	UNICEF : 70.000		

Produits	Entité ONU	Indicateurs, données de base, cibles	Moyens de vérification	Cadre budgétaire commun	
				Ressources disponibles(USD)	Ressources à mobiliser = écart de financement (USD)
Produit 3.3.4 Les élèves bénéficient d'un enseignement amélioré, sensible au droit de l'homme, au genre, au VIH et convivial par la mise en oeuvre des curricula d'éducation et de formation rénovés selon une pédagogie active et participative - avec un personnel enseignant disposant de capacités professionnelles renforcées	UNESCO, UNICEF	Existence des programmes d'éducation et de formation révisés y compris les programmes d'éducation sexuelle adaptés aux différents âges Données de base 2012 : 0 Cible en 2018 : 5 Existence des référentiels de formation initiale des enseignants Données de base 2012 : 0 Cible en 2018 : 2	Programmes révisés Document des référentiels	\$USD 194.500	\$USD 70.000
Activités	Agence ONU	Ressources disponibles	Ressources à mobiliser = écart de financement (USD)		
Activité 3.3.4.1 Appuyer l'opérationnalisation du réseau inter-agence Education/Jeunes/Prévention VIH	UNICEF	UNICEF : 14.500	UNICEF : 5.000		
Activité 3.3.4.2 Appuyer la révision des programmes d'enseignement primaire et secondaire pour une meilleure intégration de l'éducation sexuelle et reproductive des adolescents et des jeunes (EVF/EMP) et du VIH/SIDA dans les programmes scolaires	UNESCO , UNICEF	UNESCO : 50.000	UNICEF : 45.000		
Activité 3.3.4.3 Appuyer le renforcement des capacités des enseignants et des acteurs sur les programmes révisés et les membres des clubs stop SIDA, stop violences sexuelles et genre et équité, dans les écoles	UNESCO , UNICEF	UNESCO : 30.000	UNICEF : 20.000		
Activité 3.3.4.4 Appuyer le renforcement des capacités techniques et pédagogiques des personnels du système de la formation professionnelle	UNESCO	UNESCO : 20.000			
Activité 3.3.4.5 Appuyer l'Amélioration de la qualité des formations dans les centres de l'enseignement des métiers	UNESCO	UNESCO : 10.000			
Activité 3.3.4.6 Appuyer la finalisation des référentiels de formation initiale des enseignants du post fondamental et l'élaboration des programmes de formation initiale des enseignants selon l'approche par référentiels	UNESCO	UNESCO : 70.000			
UNDAF Effet 3.4 : Le Burundi dispose en 2018, d'un socle de protection sociale régi par des politiques et des stratégies adaptées, opérationnelles conformes aux normes et mises en oeuvre par des structures et institutions décentralisés performantes et crédibles qui offrent des prestations en faveur d'une plus grande proportion de la population et tenant compte de la dimension genre et des groupes vulnérables					
Indicateurs, données de base, cibles, moyens de vérification % de vulnérables bénéficiant de la couverture du socle de la protection sociale Valeur de base : 27.8 % Cible : > 27.8 % (2018) Moyens de vérification : Rapport du SEP/CNPS					

Produits	Entité ONU	Indicateurs, données de base, cibles	Moyens de vérification	Cadre budgétaire commun	
				Ressources disponibles(USD)	Ressources à mobiliser = écart de financement (USD)
Produit 3.4.1 La gouvernance du secteur de la protection sociale est améliorée grâce à l'adoption d'outils de gestion appropriés	UNICEF	Existence de documents de cadres légaux et réglementaires révisés (code de sécurité sociale et loi sur la mutualité) Données de base 2012 : 0 Cible en 2018 : 2 Existence de lignes directrices des TPHIMO Données de base 2012 : 0 Cible en 2018 : 1 Existence du rapport sur le diagnostic institutionnel, organisationnel et fonctionnel du secteur de la protection sociale Données de base 2012 : 0 Cible en 2018 : 1	Documents des cadres légaux et réglementaires Rapport d'activités du SEP/CNPS Rapport d'activités du SEP/CNPS	\$USD 110.000	\$USD 5.000
Activités			Agence ONU	Ressources disponibles	Ressources à mobiliser = écart de financement (USD)
Activité 3.4.2.1 Appuyer la mise à jour de l'analyse globale de la sécurité alimentaire et vulnérabilité			PAM	PAM : 130.000	PAM : 400.000
Activité 3.4.2.2 Appuyer la mise en place d'un système suivi en temps réel de des vulnérabilités au niveau communautaire et de l'efficacité du système de protection sociale			PAM	PAM : 200.000	
Activité 3.4.2.3 Appuyer la mise en place d'une liste nationale de critères de ciblage/ catégorisation des vulnérables			UNICEF	UNICEF : 10.000	
Activité 3.4.2.4 Appuyer la mise en place d'un registre unique national d'identificateur des bénéficiaires de cash Transfer			UNICEF	UNICEF : 40.000	UNICEF : 50.000
Produits	Entité ONU	Indicateurs, données de base, cibles	Moyens de vérification	Cadre budgétaire commun	
				Ressources disponibles(USD)	Ressources à mobiliser = écart de financement (USD)
Produit 3.4.2 Un système de collecte des données et des mécanismes d'information et de communication sur la vulnérabilité en matière de protection sociale sont mis en place et opérationnalisés pour orienter la prise de décision par les autorités compétentes	PAM, UNICEF	Existence d'une base de données actualisée sur la vulnérabilité Données de base 2012 : 0 Cible en 2018 : 1 Existence d'un système TIC opérationnel (orienté vers les décideurs et les usagers) Données de base 2012 : 0 Cible en 2018 : 1	Rapport produit Rapport sectoriel	\$USD 380.000	\$USD 450.000

Produits	Entité ONU	Indicateurs, données de base, cibles	Moyens de vérification	Cadre budgétaire commun	
				Ressources disponibles(USD)	Ressources à mobiliser = écart de financement (USD)
Produit 3.4.2 Un système de collecte des données et des mécanismes d'information et de communication sur la vulnérabilité en matière de protection sociale sont mis en place et opérationnalisés pour orienter la prise de décision par les autorités compétentes	PAM, UNICEF	Une étude d'analyse et de cartographie de la vulnérabilité est conduite au moins une fois dans l'année Données de base 2016 : 0 Cible : 2 études (2017 et 2018)	Rapport de l'analyse de pauvreté	\$USD 380.000	\$USD 450.000
Activités			Agence ONU	Ressources disponibles	Ressources à mobiliser = écart de financement (USD)
Activité 3.4.2.1 Appuyer la mise à jour de l'analyse globale de la sécurité alimentaire et vulnérabilité			PAM	PAM : 130.000	PAM : 400.000
Activité 3.4.2.2 Appuyer la mise en place d'un système suivi en temps réel de des vulnérabilités au niveau communautaire et de l'efficacité du système de protection sociale			PAM	PAM : 200.000	
Activité 3.4.2.3 Appuyer la mise en place d'une liste nationale de critères de ciblage/ catégorisation des vulnérables			UNICEF	UNICEF : 10.000	
Activité 3.4.2.4 Appuyer la mise en place d'un registre unique national d'identificateur des bénéficiaires de cash Transfer			UNICEF	UNICEF : 40.000	UNICEF : 50.000
Produits	Entité ONU	Indicateurs, données de base, cibles	Moyens de vérification	Cadre budgétaire commun	
				Ressources disponibles(USD)	Ressources à mobiliser = écart de financement (USD)
Produit 3.4.3 Un programme national de transferts sociaux monétaires est mis en oeuvre suivant les expériences et les bonnes pratiques tant au niveau national qu'international	PAM, UNICEF, UNDP, UNCHR	Existence d'une base de données sur les expériences connues en matière de protection sociale Données de base 2012 : 0 Cible en 2018 : 1 Existence d'un modèle national de protection sociale Données de base 2012 : 0 Cible en 2018 : 1	Revue du secteur	\$USD 3.884.000	\$USD 5.105.000

Activités	Agence ONU	Ressources disponibles	Ressources à mobiliser = écart de financement (USD)		
Activité 3.4.3.1 Appuyer l'élaboration d'un plan stratégique d'action pour la mise en oeuvre de la politique nationale de protection sociale avec les différentes options budgétaires et de ciblage	PAM, UNICEF	UNICEF : 8.000 PAM : 10.000	UNICEF : 6.000 PAM : 3.000		
Activité 3.4.3.2 Appuyer le développement d'un projet pilote et de passage à l'échelle à base communautaire de protection sociale des groupes vulnérables y compris les enfants bénéficiant d'un paquet minimum de prestations de base	PAM, UNICEF	UNICEF : 55.000 PAM : 700.000	UNICEF : 55.000		
Activité 3.4.3.3 Mener des études diagnostiques sur les bonnes pratiques parmi les expériences communautaires de la protection sociale	UNICEF	UNICEF : 26.000	UNICEF : 6.000		
Activité 3.4.3.4 Formuler et ériger un modèle national de protection sociale à base communautaire	PAM, UNICEF	UNICEF : 15.000	UNICEF : 10.000 PAM : 15.000		
Activité 3.4.3.5 Elaborer un projet pilote d'appui aux mutuelles de santé et au développement de l'économie solidaire	UNICEF	UNICEF : 20.000	UNICEF : 10.000		
Activité 3.4.3.6 Appuyer le montage et la mise en oeuvre d'un programme de transferts monétaires pour les ménages vulnérables	PAM, UNICEF	PAM : 3.000.000 UNICEF : 50.000	UNICEF : 5.000.000		
Produits	Entité ONU	Indicateurs, données de base, cibles	Moyens de vérification	Cadre budgétaire commun	
				Ressources disponibles(USD)	Ressources à mobiliser = écart de financement (USD)
Produit 3.4.4 Les filets de sécurité et de solidarité existants sont renforcés et élargis pour soutenir les groupes vulnérables affectés par les chocs de toute nature, y compris les rapatriés, les déplacés, les réfugiés, les femmes et les jeunes	PAM, UNICEF, UNHCR, OCHA, OIM	Proportion de femmes rapatriées, déplacées, réfugiées ayant bénéficié de ressources agricoles (cheptel, formation) Données de base 2012 : 53 % Cible en 2018 : 100 % Proportion de ménages des rapatriées, déplacés, réfugiés ayant reçu d'une assistance intégrée en protection et accès aux services sociaux de base Données de base 2016 : 80 % Cible en 2018 : 100 % Nombre de micro-entreprises créées dans des domaines identifiés comme porteurs à la suite de projets de création rapide d'emplois temporaires Données de base 2012 : 174 Cible en 2018 : 200	Rapports Annuels d'activités	\$USD 20.805.176	\$USD 33.895.000

Produits	Entité ONU	Indicateurs, données de base, cibles	Moyens de vérification	Cadre budgétaire commun	
				Ressources disponibles(USD)	Ressources à mobiliser = écart de financement (USD)
Produit 3.4.4 Les filets de sécurité et de solidarité existants sont renforcés et élargis pour soutenir les groupes vulnérables affectés par les chocs de toute nature, y compris les rapatriés, les déplacés, les réfugiés, les femmes et les jeunes	PAM, UNICEF, UNHCR, OCHA, OIM	Nombre d'enfants chefs de ménage et les enfants en situation d'handicap ayant jouit d'un paquet minimum d'activités y compris "Social Cash Transfers" Données de base 2012 : 8.000 Cible en 2018 : 10.000 Nombre de personnes vulnérables (refugiées, déplacées, retournées, etc.) ayant bénéficié d'une assistance alimentaire Données de base 2016 : 150.000 Cible en 2018 : 300.000	Rapports Annuels d'activités	\$USD 20.805.176	\$USD 33.895.000
Activités	Agence ONU	Ressources disponibles	Ressources à mobiliser = écart de financement (USD)		
Activité 3.4.4.1 Assistance multisectorielle (en vivre, non vivres, etc.) aux déplacés internes, réfugiés, rapatriés et aux personnes affectées par les chocs, y compris les crises et catastrophes naturelles	PAM, UNHCR	PAM : 2.000.000 UNHCR : 14.600.432	PAM : 24.000.000		
Activité 3.4.4.2 Appui aux autorités compétentes à mettre en place une stratégie de solutions durables pour les personnes déplacées, réfugiés et rapatriés	UNHCR, OIM	UNHCR : 15.000	OIM : 1.400.000		
Activité 3.4.4.3 Plaidoyer pour la protection légale des apatrides/ profilage/ appui aux partenaires de mise en oeuvre	UNHCR	UNHCR : 10.000	UNHCR : 0		
Activité 3.4.4.4 Assistance alimentaire aux personnes vivant en institutions	PAM	PAM : 1.400.000	PAM : 1.000.000		
Activité 3.4.4.5 Renforcer les capacités des structures gouvernementales dans la détermination du statut des réfugiés, et dans la réinsertion des rapatriés et déplacés internes	UNHCR, OIM	UNHCR : 519.872	UNHCR : 5.498.000 OIM : 117.000		
Activité 3.4.4.6 Appuyer le montage et la mise en oeuvre de programmes de transferts monétaires pour renforcer la résilience des ménages les plus pauvres	UNICEF, PAM, UNHCR	UNICEF : 30.000 PAM : 1.700.000 UNHCR : 10.000	UNHCR : 80.000		
Activité 3.4.4.7 Appuyer la coordination des actions humanitaires y compris l'évaluation des besoins, la réponse et la mobilisation des ressources	OCHA		OCHA : 1.800.000		





Système des Nations Unies au Burundi
Compound ONUII-Avenue des Patriotes
Rohero I, BP 1490
Bujumbura, Burundi